

Tout va bien !

Depuis décembre, un vent de révolte souffle en Grèce. Parti de la jeunesse, ce mouvement s'est tout de suite étendu à presque tous les secteurs sociaux.

De violents affrontements se sont produits en Europe de l'Est entre manifestants et forces de l'ordre, notamment en Lituanie, où la police est intervenue sans ménagement à Vilnius devant le Parlement. D'autres émeutes ont eu lieu en Bulgarie et en Lettonie, où les habitants manifestaient contre les difficultés économiques, les réformes de leur gouvernement et la corruption. Dans les trois pays, des rassemblements pacifiques se sont terminés en affrontements avec la police pendant plusieurs heures. La crise économique fait des ravages dans d'autres pays d'Europe de l'Est, particulièrement en Hongrie, en Ukraine et en Roumanie. La monnaie roumaine a ainsi perdu 17% de sa valeur en un an. La réduction des dépenses sociales en Estonie pourrait aussi provoquer des protestations dans cet autre pays balte.

L'Islande a connu une contestation sans égale depuis 1949. Depuis l'effondrement de l'économie islandaise en Octobre 2008, le gouvernement islandais formé par Samfylkingin (sociaux-démocrates) et Sjálfstæisflokkurinn (aile droite des conservateurs), a été l'objet de fortes pressions. Chaque samedi pendant 16 semaines, les gens se sont rassemblés devant le Parlement et ont exigé que le gouvernement démissionne, que le conseil d'administration de la Surveillance Financière et de la Banque centrale soit dissous, et que des élections aient lieu dès que possible. A part les protestations du samedi, d'autres actions plus radicales ont eu lieu au cours de cette période, les gens ont à maintes reprises essayé d'arrêter les réunions du gouvernement, de prendre d'assaut le Parlement et les institutions financières, et organisé des manifestations bruyantes aux abords les bâtiments officiels. Le point culminant de la protestation a eu lieu mardi dernier, le 20 janvier, avec des milliers de personnes qui se sont rassemblées autour du Parlement pour prendre part à une manifestation bruyante qui a duré 14 heures. Après l'annonce de nouvelles élections pour le 9 mai 2009, le gouvernement a démissionné. Une coalition entre Samfylkingin et «gauche-verte» assurera la transition jusqu'aux élections.

L'Islande est en faillite et incapable de rembourser des dettes colossales. La Hongrie a déjà négocié auprès du FMI et de l'Union européenne un emprunt de 24 milliards de dollars, l'Ukraine un prêt de 16,5 milliards de dollars par le FMI. Le Bélarusse, la Serbie, la Roumanie, l'Estonie et la Lituanie sont à la recherche de prêts. L'Irlande est en voie de suivre le chemin de l'Islande. La peur de voir de faillites nationales conduire à des troubles politiques ne se limite pas aux «petits pays» : un destin similaire pourrait toucher la cinquième économie du monde : le Royaume-Uni.

Depuis quelques jours, Madagascar est touché par des émeutes qui ont déjà causé plus d'une centaine de morts (une grande partie a péri dans des incendies de supermarchés).

Comme en Guyane en novembre-décembre 2008, la Guadeloupe, à l'appel du collectif appelé Lyannaj kont Pwofitation (lien contre l'exploitation, les abus) – un regroupement de 52 organisations syndicales, politiques, d'associations de consommateurs, d'associations populaires et culturelles -, un mouvement de grève générale a commencé le 20 janvier 2009. Dans la plate-forme de revendications adressée au patronat, aux élus, au représentant de l'Etat, les travailleurs et la population demandent, en autres : le relèvement immédiat et conséquent des salaires, du minima vieillesse, des minima sociaux – 200 euros - (en Guadeloupe plus de 100 000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté sur une population d'environ 450.000 habitants), la défense et la création d'emplois, la formation notamment pour la jeunesse, l'amélioration du droit et des libertés syndicales, la baisse des loyers. Il faut savoir que selon les chiffres officiels, il y a 25 % de chômeurs, e taux de chômage des jeunes est de 45%. L'île ne compte pas moins de 4 000 contrats aidés pour une population active ayant un emploi de 150 000 personnes. Les bas salaires y sont légion, surtout chez les femmes. Depuis le 20 janvier, il n'y a plus de carburant dans les stations service. Les coupures d'électricité et d'eau se multiplient (36H sans eau à certains endroits). La nuit, des poubelles et des carcasses de voiture sont incendiées. Les barrages sur les routes se multiplient. La manifestation du 24 janvier 2009 a rassemblé 25 000 manifestants. A l'échelle de la France cela correspondrait à une manifestation de 3,5 millions de personnes.

En France métropolitaine, des dizaines de milliers de salariés se retrouvent, comme chez Renault, licenciés ou en chômage technique. On assiste à des attaques contre le droit du travail, la protection sociale, à des suppressions de postes dans le public... et plus généralement à une augmentation du temps de travail (« travailler plus pour gagner plus »), une aggravation de la précarité, le tout couplé avec un flicage renforcé et une culpabilisation des chômeurs-ses et des RMIstes (avec en autre la collaboration de la CFDT qui n'hésite pas à signer des accords dont personne ne veut et à envoyer des précaires devant les tribunaux). Et comme le dit le tract commun de l'OCL et l'OLS distribué lors des manifestations du 29 janvie (page 7), «Y'a de quoi s'énerver plus de 24 heures».

Si l'invasion israélienne contre Gaza est officiellement terminé, rien n'est réglé. Comme le disent les Anarchistes contre le mur, «Pour pouvoir mettre fin a cette occupation, il nous faudra créer un vrai rapport de force avec pourquoi pas un boycott économique et culturel d'Israël».

Des anarchistes qui, en Israël, ont été au cœur du mouvement anti-guerre, et en Grèce, au cœur du mouvement social. Et pas dans un anarchisme culturel et libéral !

Pour en savoir plus sur ce qui est évoqué ici et qui ne trouverait pas un développement dans ce numéro, rendez-vous sur le site de l'OCL (http://oclibertaire.free.fr) où des informations régulières (écrites ou audio avec les émissions de l'Egrégore) vous permettent de suivre une actualité (sociale et internationale) en dehors de celle qu'on essaie de nous imposer.

OCL Reims, le 29 janvier 2009

Renault, des voitures à vivre, des salaires à survivre

Pour atteindre ses objectifs économiques, la direction de Renault attaque sur tous les fronts. Après avoir étranglé la plupart de ses fournisseurs, la société s'attaque une nouvelle fois à ses salarié(e)s. Dans les usines, beaucoup d'employé(e)s ont terminé l'année avec un salaire réduit de moitié pour cause de chômage partiel. Dans les sites non dédiés à la production, on fait dans le feutré : Pas de licenciement mais un appel aux départs volontaires. Si les premiers résistent comme ils peuvent, les seconds ne semblent pas se rendre compte de ce qui les menace. On serait bien inspiré de prendre exemple sur la détermination des ouvrier(e)s de Dacia qui ont créé la surprise au printemps 2008.



Mais que se passe-t-il (encore) chez Renault ?

« Au secours Renault ne vend plus de bagnoles ! » ce que d'aucun(e)s pourraient appeler un *constat objectif* mérite quelques précisions. C'est vrai que les volumes de véhicules produits en 2008 ne sont pas ceux escomptés par la direction. Toutefois le 24 juillet, le PDG Carlos Ghosn annonçait les résultats d'un premier semestre exceptionnel : Plus 3,5 % de ventes par rapport à 2007, Un chiffre d'affaires de 19,451 milliards d'euros, un bénéfice net de 1,581 milliard d'euros, soit une MOP (1) évaluée à 4,5 %. Même si depuis les volumes ont chutés, la société au losange est loin d'être en danger de mort. Il n'empêche que, pour celles et ceux qui bossent à la production, cette fin d'année aura été catastrophique. Le chômage partiel s'est généralisé dans les usines et particulièrement à Sandouville (banlieue du Havre) où cela a commencé par une semaine en septembre. Avec 15 jours chômés en octobre, idem en novembre et décembre, les salarié(e)s s'asseyent quasiment sur la moitié de leurs salaires déjà bien maigres pour les 3 derniers mois de l'année. A l'usine de Cléon, certains secteurs auront accumulé 40 jours non travaillés fin 2008, à la fonderie de Normandie ce sont 4 semaines d'arrêt consécutif en fin décembre et début janvier 2009. Du coté des *emplois de structure* (*non-productifs* en verbiage politiquement correct), à savoir les salarié(e)s de Boulogne, Rueil, Lardy, Guyancourt, Aubevoye etc, la surcharge de travail et le stress sont toujours présents.

Ce 24 juillet 2008, première claque, on annonçait aux salarié(e)s la nouvelle logique imparable de Renault : « Tout va bien, cassez-vous ». En d'autres termes, l'entreprise est au mieux de sa forme mais dans l'éventualité de jours moins fastes, Renault souhaite se débarrasser de 10 % de son personnel au niveau mondial. Le concept de licenciement par anticipation est né (Alléluia). Cette politique n'abuse personne, le but premier est d'augmenter la MOP en réduisant la masse salariale. Il est reconnu que *le départ* de 6000 salariés permet de gagner 1% sur la MOP… L'objectif du *Renault contrat 2009* étant de 6%, en utilisant le personnel comme *variable d'ajustement*, la cible devient atteignable.

Qu'est-ce au juste que le Renault contrat 2009 ?

Après un pic en 2004, Renault considère sa rentabilité pour 2005 insatisfaisante car inférieure à la moyenne de ses concurrents directs. Pour comparaison, la MOP de GM se situait en 2005 à -1,3 %, celle de Renault à 3,2 %, PSA à 3,4 % et Nissan à 9,2 %. Suivant la prose Renault, « ce (faible) niveau de rentabilité (serait) associé à une sous-utilisation des capacités industrielles en Europe de l'Ouest ». Traduction : Après avoir choisi de localiser ses productions en LCC (2), la direction se plaint des faibles taux d'utilisation des usines en France et en Espagne. Pour exemple 38 % à Sandouville pour 450 000 véhicules/an, 56 % à Valladolid pour 300 000 véhicules/an. Cherchez l'erreur. Que l'on produise 450 000 voitures ou 1 180 000 par an, les frais fixes du site de prod sont peu ou prou les mêmes. Ces frais étant intégralement répartis sur les véhicules produits, dans le second cas, divisés par 1 180 000, la répercussion sera moindre. Ce n'est pourtant pas compliqué, il est beaucoup plus rentable d'utiliser les outils de prod au maximum de leurs possibilités. Ceux qui ont décidé de désengager ces moyens sont-ils de piètres comptables ou ont-ils programmé de longue date la fermeture des sites HCC (3) sous prétexte de non rentabilité ?

Pour sortir de l'ornière, Carlos Ghosn a donc créé *le Renault contrat 2009* (RC 2009). Ce plan triennal est un engagement sur trois objectifs :

• Qualitatif : Améliorer l'image des véhicules de la marque avec, en point de mire, « positionner la *Laguna 3* dans le top 3 en qualité de produit et de services ».

• Quantitatif : Plus 800 000 véhicules par rapport à 2005. 26 nouveaux modèles doivent être lancés avant la fin 2009

• Economique : Atteindre une MOP de 6% en 2009.

Et au bout du compte ?

Prenant exemple sur les politiciens, c'est au début des vacances d'été que Carlos Ghosn a choisi de lancer son pavé dans la mare. Comme exposé plus haut, malgré d'excellents résultats pour le premier semestre 2008, le RC 2009 a du plomb dans l'aile… Seul l'objectif qualité est en passe d'être atteint. Loin de se remettre en cause, la direction lance son *Projet Renault Volontariat (PRV)* ; Ou comment dans la joie, la bonne humeur, en période de plein emploi et « sur la base du volontariat », supprimer 5600 à 6000 emplois :

• Renault SAS = 4000 personnes (3000 structures + 1000 Sandouville).

• Les Filiales Françaises de Renault, de 400 à 800 personnes.

• Autres sites d'Europe, environ 1000 personnes.

• Reste du monde, environ 200 personnes.

« Quand elle monte des usines, la colère, la colère… » (4)

Dans les usines Renault on tend le dos depuis un moment déjà. Suivant le communiqué CGT du 25/09/08 :

• La *Twingo* a été délocalisée de Flins vers la Slovénie, pourtant 80 % de ses volumes s'écoulent en Europe de l'Ouest (WE) et notamment en France.

• Le *Koleos* (4x4 Renault) est assemblé en Corée au détriment de Sandouville. Dans ce cas aussi, la quasi-totalité des volumes est réimportée en WE.

• La *Clio Estate* est assemblée en Turquie au détriment de Flins. 5 véhicules sont engagés sur le site de Bursa en Turquie… Et pourtant les salariés de Flins n'ont pas cessé de réclamer un deuxième véhicule pour pérenniser leurs emplois.

L'Espace est en fin de vie, la production de la *Vel Satis* plafonne à 5 par jour (tract CGT Cléon du 02/10/08).

Quant au feuilleton *Laguna 3*, « La marque comptait en vendre près de 170 000 en 2008… Or, au premier semestre, seulement 60 000 exemplaires ont trouvé preneur » (Le Parisien 25/07/08). D'où la suppression d'une équipe à l'usine de Sandouville. Cette suppression était prévue de longue date et trouve son écho dans le PRV. Les ouvrier(e)s concerné(e)s sont d'ailleurs les seuls salariés Renault directement liés à la fabrication touchés par le plan. L'usine de Cléon qui fournit moteurs et boîtes de vitesse comme celle du Mans pourvoyeuse de trains avant et arrière subissent également le contrecoup de cette réduction de volume.



Le 06/10/08, les salarié(e)s de Sandouville déjà sous le feu croisé du chômage partiel ET du PRV doivent se taper la visite de Nicolas Sarkozy. Le personnage vient-il pour l'hallali ? Piquet de grève comme il se doit contre gardes mobiles (5), tabassages, snipers et tout le toutim… La visite du président aura laissé le gout amer du *foutage de gueule* : On nous annonce que la direction du groupe s'est engagée à assurer la pérennité de tous les sites français et à attribuer à Sandouville la construction d'un véhicule utilitaire à partir de 2012. Il faut vraiment habiter Neuilly sur Seine pour penser qu'un(e) ouvrier(e) peut tenir le coup avec la moitié de son salaire, voire moins, pendant plus de 3 ans (de 2009 à 2012). De plus, quand un véhicule est programmé sur un site, les projets (études, achats de pièces, machines et outillages) sont lancés entre 3 et 5 ans avant le début de la production. C'est le travail des *emplois de structures*. Pourtant au TCR, au CTR et à l'IDVU (6) on n'a rien vu passer… Etonnant non ? A moins que ce projet soit géré depuis La Roumanie (7) ou l'on n'incite pas au départ.

Le dernier épisode en date ne maque pas d'intérêt : Le 16/12/08 lors d'une session interne de questions/réponses, Patrick Pelata (8) a répété à plusieurs reprises que Renault pâtissait de « trop de marques, trop d'usines, trop de modèles, trop de concessionnaires ». Je serais presque d'accord (9) toutefois de la part du n° 2 du groupe il y a de quoi s'attendre au pire. Il a d'ailleurs confirmé l'abandon de plusieurs projets de véhicules et s'est montré beaucoup moins catégorique que MM. Ghosn et Sarkozy sur l'avenir des usines françaises.

Ajoutons à cela quelques chiffres édifiants :

• Pour l'exercice 2007, suite à l'assemblée générale du 29/04/08, 913 millions d'euros ont été versés aux actionnaires.

• Les dividendes versés en 2008 s'élèvent à 3,8 par action pour 3,1 par action en 2007. Sacrée culbute !

• Pour l'exercice 2008, le montant des dividendes sera décidé à l'AG d'avril 2009. la somme de 1 300 millions d'euros aurait déjà été promise aux actionnaires mais MM. Ghosn et Pelata se gardent bien de confirmer ces chiffres.

• Supposons que les 3 700 personnes de Sandouville chôment 80 jours en 2009 (le maximum autorisé par la loi). Le manque à gagner étant en moyenne de 35 par jour, la perte totale pour les salarié(e)s de l'usine serait de 10,36 millions d'euros. Le nombre d'actions Renault sur le marché avoisine les 240,3 millions ce qui fait qu'en rognant de 0,043 euros sur les dividendes de chacune d'elles, il n'y aurait aucune perte de salaire. Bien qu'empirique, ce calcul inspiré d'un tract CGT de l'usine du Mans est assez éclairant.

Et pour finir de nous mettre en colère, une autre trouvaille exquise de Renault. Encore sur la base du volontariat et sur les mêmes principes que le lundi de pentecôte pour les vieux (déresponsabilisation des décideurs et responsables, culpabilisation des autres) : Le don d'un jour de congé « pour améliorer l'indemnisation chômage des salariés les plus exposés ». Cet accord signé par la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC en appel au « principe de solidarité »… A hurler.

Et la lutte dans tout ça ?

Petit rappel : Conscients des bénéfices engendrés par le succès de la *Logan*, le 24/03/08 80 % des 15 000 salarié(e)s de l'usine Dacia en Roumanie se déclaraient en grève reconductible. Le 11/04/08, après 19 jours d'arrêt de travail, les grévistes obtenaient une augmentation générale des salaires de 34 %, l'établissement d'une prime au résultat 2007 et la réévaluation du salaire minimum (porté à 900 lei ~ 330).

Pour ce qui est du PRV, à part à Sandouville, peu de réactions de la part des salarié(e)s : Deux manifs de 800 personnes à l'appel de CGT, CFDT, SUD et CFTC au TCR (qui compte approximativement 9000 salarié(e)s Renault). Deux débrayages de 120 personnes maxi à l'appel de CGT et CFDT pour les sites de Rueil et Lardy (approximativement 4000 salarié(e)s). Le mot *volontariat* est magique, les décideurs ne s'y trompent pas (voir la loi sur le travail du dimanche). *Les emplois de structures* traditionnellement peu enclins à la lutte ne se sentent pas concernés par le plan mais ne semblent pas se rendre compte que le boulot de celles et ceux qui partent va leur retomber dessus… Bonjour surcharges de travail. Renault gère le stress de ses employé(e)s en condamnant les passerelles (authentique).

Dans les usines touchées par le chômage partiel, des débrayages, blocages et actions sont régulièrement menés, particulièrement à Sandouville. Quelques exemples d'actions :

• Le 26/09/08 à Sandouville, après 3 jours de grèves et de manifestations, les salarié(e)s du matin ont repris le boulot à 5h30. Mais à la pause de 7h30 une partie d'entre eux a décidé de cesser à nouveau le travail. « Nous avons recommandé la reprise du travail mais ils nous ont appelé pour nous dire qu'ils voulaient continuer », a indiqué Josyane Kharo, déléguée CGT. (Le Parisien)

Le 06/10/08 à Sandouville, 500 salarié(e)s manifestent leur colère face à la politique de la direction et du pouvoir lors de la venue de Sarkozy. Les forces répressives rentrent dans l'usine pour les mettre à l'écart et leur interdire l'accès au local syndical où le Président de la République recevait les personnes triées sur le volet.

• Le 10/10/08, la CGT FTM (Métallurgie), SUD et Solidaires industrie appellent les salarié(e)s de la filière automobile à une manif suivie d'une action au mondial de l'automobile. Quelques milliers de manifestant(e)s font irruption dans le salon.

• Le 10/10/08 à Dieppe, mobilisation sans précédent chez Alpine à l'appel de l'intersyndicale CFTC.CGT. CFDT.FO. CFE/CGC. 92% du personnel a débrayé de 11h à 15h30.

• Le 13/10/08 à Sandouville, 400 salarié(e)s bloquent l'usine. 46 personnes au tribunal pour avoir entravé la production pendant une matinée.

• Région du Havre : Manifestations, distribution de tracts sur les marchés et grandes surfaces, lors du match HAC/Lyon, actions sur la zone industrielle. Interpellation des politiques au niveau régional ou national, à la mairie du Havre, à la sous-préfecture, au ministère de l'emploi (10).

A quelle sauce ?

La direction de Renault est l'unique responsable de la situation dans laquelle se trouve le groupe. Mais à qui cela profite-t-il ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes et M. Ghosn ou M. Pelata auront tôt fait de nous expliquer que les usines françaises, non rentables, doivent être fermées. Ce qui intéresse la firme au losange, c'est de confirmer son implantation en Inde, au brésil, en Turquie, en Roumanie et développer de nouveaux en marchés : Russie, Maroc, Iran et Israël (avec le véhicule électrique). Pour ces projets, point de réduction de budget. Face à ces géants, le marché Européen constitué essentiellement de la France, de l'Espagne et de l'Italie fait pâle figure. Ajoutez à cela la disparition à plus ou moins long terme du moteur thermique au profit de l'électrique et l'impact que cela aura sur les lignes de montages et vous aurez pour résultat l'abandon pur et simple des sites Ouest-Européens au profit de belles usines *low cost* peuplées d'ouvrier(e)s corvéables à merci…

Quoique comme l'ont montré les salarié(e)s de Dacia ou les paysan(ne)s Indien(ne)s face au géant de l'automobile Tata, les LCC pourraient bien donner du fil à retordre aux industriels en mal de docilité. Il ne tient qu'à nous de NE PAS leur faire regretter les travailleurs et travailleuses d'ici. La lutte c'est maintenant

O Cangaceiro

(1) MOP : Marge opérationnelle ou marge d'exploitation. Référentiel économique plus pointu que *les bénefs de papa* ; Rapport entre le résultat d'exploitation (gains résultants de l'exploitation des moyens de production moins les charges) et le chiffre d'affaire (total des ventes, porté sur l'exercice comptable annuel).

(2) LCC (voir CA n°178) : Low Cost Country (pays à bas coûts). L'objectif chez Renault est de faire fabriquer un maximum de véhicules, pièces et outillages dans ces contrées. On n'arrête pas le progrès, il existe maintenant du *soft LCC* (Portugal, Turquie, Roumanie…) et du *hard LCC* (Inde, Chine, Corée du sud).

(3) HCC : High Cost Country. France, Espagne, Allemagne etc. Un boulet pour Renault.

(4) « Quand elle monte des usines, la colère a la voix des machines » : Refrain de *grève illimitée* (Dominique GRANGE, 1968)

(5) De mémoire de syndicaliste, la présence des forces de répression A L'INTERIEUR d'une usine Renault est une première…

(6) TCR = Tecno Centre Renault de Guyancourt, ingénierie véhicules et achats. Connu pour ses suicides à répétition. CTR = Centre Technique de Rueil, ingénierie moteurs, boîtes et achats. IDVU = Ingénierie de la Division des Véhicules Utilitaires.

(7) La Roumanie a maintenant son techno-centre, le RTR = Renault Technologie Roumanie… A quand la délocalisation des ingénieries. Il reste à espérer que les salarié(e)s du RTR soient aussi efficaces dans les luttes que leurs compatriotes de Dacia.

(8) Nommé responsable opérationnel de Renault le 10/10/08. Quand M.Ghosn délègue, cela ne laisse rien présager de bon ; Pour nous comme pour lui.

(9) Pour mon point de vue sur la situation de Renault, on verra dans un numéro ultérieur de CA.

(10) L'état possède entre 15 et 17 % des actions Renault (suivant les sources).

Le 29 janvier : et après ?

Quand ça commence à chauffer, les centrales syndicales appellent à une grande journée d'action. Celle-ci s'est faite sur un programme minimum, avec des revendications où tout à chacun pouvait y trouver de quoi crier sa colère. Et pour une fois, elle était interprofessionnelle. Si au début du mois, certaines centrales appelaient à des AG interpro après les manifs, elles vont disparaître petit à petit des appels et rare vont être les endroits où elles vont se dérouler. Une manifestation qui fut un succès, avec des cortèges massifs, même dans de petites villes où on manifeste rarement, où la CGT apparaissait en force. Il faut remarquer la quasi absence de lycéens et d'étudiants. Des personnes qui ne parlaient jamais de faire grève regrettaient jeudi matin qu'aucun syndicat n'ait déposé de préavis dans leur entreprise. Un sentiment qu'il fallait remettre ça rapidement pour se faire entendre était manifeste.

On a pu remarquer presque partout une provocation des flics à la fin des manifestations. Des affrontements ont eu lieu à Paris, Lille, Saint-Nazaire (voir ci-dessous).

Idéologiquement, le gouvernement et la majorité ont matraqué sur le service minimum (tant dans les transports que dans l'éducation nationale). Tout a été fait pour que Service Minimum d'Accueil soit un succès : appel aux instituteurs retraités par certaines inspections académiques, demande à certains proviseurs de Lycées Professionnels ayant des sections Carrières sanitaires et sociales de libérer les élèves majeures pour assumer le SMA, demande aux auxiliaires d'éducation à temps partiel… Pourtant, ce fut un bide. Comme cette fois-ci, les enseignants n'étaient pas seuls en grève, il y eut peu de jeunes enfants au SMA (20 pour 300 places proposées à Bordeaux par exemple), les parents étant aussi en grève…

OCL Reims

Y'A DE QUOI S'ÉNERVER PLUS DE 24 HEURES !

Ce gouvernement ne lâche rien et mène une véritable **guerre de classe** :
- Dans le privé, nous assistons à une attaque contre le droit du travail, une augmentation du temps de travail, une aggravation de la précarité ;
- Dans le public, les suppressions de postes et les privatisations se multiplient ;
- Dans l'ensemble de la société : la mise en lambeau de la protection sociale (dégradation des retraites, diminution des remboursements médicaux) est couplée à un contrôle renforcé et à une culpabilisation des chômeur-se-s et des RMIstes.
Y'a de quoi s'énerver plus de 24 heures !

Ça fait bien longtemps que l'on n'avait pas connu d'**appel général à la grève**. Par contre, ce qui est moins exceptionnel, c'est que les directions syndicales appellent à une mobilisation de 24 heures chrono sans lendemain. Elles savent pourtant aussi bien que nous que 24 heures de mobilisation, aussi massive soit-elle, ne suffisent pas à faire reculer le pouvoir. La tactique est éprouvée. Quand les appels à la lutte se multiplient, les centrales syndicales jouent la montre, elles gagnent du temps en reportant aux calendes grecques* les prochaines initiatives. Elles tentent de canaliser les énergies collectives pour éviter qu'elles ne débouchent sur des conflits sociaux plus larges et incontrôlables.

* Nous en profitons pour affirmer notre solidarité avec nos camarades grecs-grecques en lutte !

Si le 29 janvier est un succès, il faut **en faire un nouveau départ pour des mobilisations durables**. Organisons-nous sur nos lieux de travail et de vie pour construire et développer des rapports de force. C'est lorsque nous arrivons à nous organiser pour la défense de nos revendications que nous pourrons tenir de véritables AG interprofessionnelles. Des AG qui ne soient pas le cache-misère de nos difficultés à mobiliser ni des nouvelles tribunes pour bureaucrates.

L'histoire récente a montré que le gouvernement peut faire machine arrière (les luttes contre le CPE, contre la réforme Darcos…). Ces mouvements montrent que **c'est en dépassant la grève syndicale traditionnelle que l'on peut gagner**. Débrayages, occupations, blocages, etc., peu importe, toutes les formes de luttes qui s'en prennent directement à ce et ceux qui nous exploitent sont bonnes à rendre. C'est en refusant de nous enfermer dans des revendications particulières, en brisant les corporatismes pour pouvoir nous ouvrir sur une solidarité réelle que nous pourrons avancer.

Ne laissons plus le capital organiser notre vie !
Prenons nos luttes en main !

OCL - Ile-de-France
C/O Egregore B.P. 1213
51058 Reims Cedex
oclidf@gmail.com
http://oclibertaire.free.fr

Organisation Communiste Libertaire

OLS offensive libertaire et sociale

OLS - Groupe de Paris
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
ols.paris@no-log.org
http://offensive.samizdat.net

Saint-Nazaire : attaque policière, riposte populaire !

La manifestation du 29 janvier a regroupé énormément de monde, 18.000 selon la Police, 25.000 selon les organisateurs. La tête du cortège en arrivant à la Sous-préfecture a trouvé porte close, le sous-préfet refusant de recevoir la délégation. Des altercations avec les flics à propos de l'accrochage de banderoles sur les grilles protégeant le bâtiment on échauffé les esprits. Les CRS, habituellement discrets, et planqués dans les jardins du sous-préfet sont sortis arrogants, et se sont mis à arroser de lacrymos la manifestation qui défilait toujours à 16H30, obligeant le défilé (comprenant de nombreux enfants) à refluer vers la mairie. Devant cette agression, plusieurs centaines de manifestants ont chargé les CRS, les obligeant à rentrer dans la sous-préfecture, dont le portail a été défoncé. Ce n'est qu'à 20H30 que les CRS sont parvenus à calmer la colère populaire, grâce au renfort des BAC locales, puis des gendarmes mobiles arrivés de Nantes. Un manifestant a été grièvement blessé, atteint aux jambes par une bombe sonore à déflagration. 15 personnes ont été interpellées. À suivre.

OCL St-Nazaire



L'éducation nationale forme des jaunes, de l'IUFM à la maison de retraite

Le service minimum d'accueil dans les écoles primaires en cas de grève est un échec, et nombre de maires sont dans l'impossibilité de mettre en place le dispositif dans leur commune, malgré l'obligation légale voulue par Darcos. Consignes de l'Education nationale et des Préfecture aux mairies pour ne pas perdre la face : trouver coûte que coûte des personnes pour ouvrir les écoles les jours de grève.

Ainsi, en Loire Atlantique, l'Inspecteur d'académie a écrit à chaque instit ayant pris sa retraite depuis 4 ans pour qu'il se manifeste auprès des communes pour aller faire des heures supplémentaires les jours de grève. Même courrier aux assistants d'éducation qui travaillent à temps partiels, et peuvent bien jouer les jaunes sur leur temps libre… Pareille retape dans les IUFM auprès des futurs enseignants… Tout cela a soulevé plus de colère que de volontaires !

Dans la Sarthe, l'Inspecteur d'Académie a fait encore plus fort : il a balancé à toutes les communes du département les coordonnées des 369 «jeunes» retraités que les maires pouvaient solliciter pour faire ce sale boulot.

L'an dernier, dans l'Académie de Rennes, il y avait déjà eu des appels aux retraités pour aller assurer des remplacements dans les écoles compte tenu du manque chronique d'instits remplaçants.

C'est sûr, l'an prochain on aura droit aux milices pédagogiques, laïques et obligatoires !

OCL St-Nazaire

Retour sur la situation des sans-papiers de Calais

En visite à Calais le 27 janvier, Besson, le tout nouveau ministre de l'immigration y a entonné le refrain de ses prédécesseurs. Les thèmes de l'insécurité, de l'activité maffieuse des passeurs ou de la souffrance de la population locale ont permis de répéter la volonté de l'Etat de "rendre la zone étanche". Une visite inutile, car malgré l'acharnement et la détestation affichée de l'Etat à l'encontre des sans-papiers, ceux ci continuent de rejoindre l'Angleterre. Traqués et violentés, désormais, ils se déplacent par delà le calaisis, le long d'une ligne entre Roscoff et les Pays-Bas..



Avant toute chose, rappelons que les conditions endurées au quotidien par les sans papiers bloqués dans le port de Calais ne sont en rien une nouveauté. Même, et surtout, si la presse et les télévisions s'essaient depuis la fermeture du camp de Sangatte à démontrer le contraire. Le plus souvent d'ailleurs sur un mode misérabiliste ou proche du fait divers.

Depuis quinze ans...

Bien antérieure à la fermeture du camp géré par la Croix Rouge, la réalité calaisienne est complexe. Son histoire remonte à 1994, date de l'arrivée dans la ville des premiers "réfugiés" d'origine polonaise. Puis, en 1997, à celle d'une quarantaine de Roms d'origine tchèque refoulés d'Angleterre. Pour leur venir en aide, quelques associatifs locaux créent alors le premier "Comité de Soutien aux Réfugiés". Viendront ensuite la série des guerres impérialistes menées par les occidentaux en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak. Elles contraindront des milliers de personnes au départ. Nombre d'entre elles se heurteront à l'issue d'une longue route au franchissement du détroit. Ainsi, en 1998, les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie conduisent de jeunes kosovars et leurs familles jusqu'aux plages du Pas-de-Calais. Suivront bientôt des milliers d'irakiens, de kurdes et d'afghans.

A noter qu'à cette période, le Royaume-Uni dont les origines géographiques de l'immigration diffèrent de celles des autres pays de l'UE reçoit plus de 50 % des migrants ayant transité par les Balkans.

Mais à eux seuls ces conflits n'expliquent pas tout. Car en quinze ans plus d'une centaine de nationalités différentes se sont croisées aux abords du calaisis (1). Et toutes n'étaient pas originaires de régions ravagées par les combats. Loin s'en faut. Comme nous l'évoquions il y a quelques années déjà, le "pourquoi" de la présence de ces hommes et des femmes sur les côtes de la Manche tient autant au caractère global du capital qu'à des raisons dites "humanitaires". Clairement, la question du travail et la dimension internationale du marché de la main d'oeuvre s'impriment à celles et ceux qui rejoignent clandestinement l'Angleterre. Moins, comme on l'affirme souvent, par ce qu'on y propose d'abord des "petits boulots", que pour les très nombreux secteurs de la production et des services dans lesquels les conditions d'exploitation légales y sont comparables à celles du travail clandestin.

Dans ces circonstances, le rôle des états sera d'abord d'organiser, contrôler ou interdire l'accès aux territoires. Au fil des ans, les quatre pays limitrophes : France, Grande-Bretagne, Belgique et Pays- Bas se sont armés d'un dispositif juridique, technologique et policier invraisemblable. Si bien que l'enchevêtrement d'accords européens et nationaux, fait aujourd'hui du port de Calais une de ces "zone-entonnoir" en bien des points identique à celles qui ceinturent l'UE. Une politique répressive qui recherche de plus en plus à "sous-traiter" les demandes d'asile en les externalisant auprès d'états tampons.

Les lois

Parmi ces lois, il convient de distinguer celles qui s'appliquent au sein de l'Espace Shengen dont elle n'est pas membre, des accords conclus avec ses voisins d'outre Manche. La première catégorie, regroupe le "Code Shengen", le "Traité de Dublin" et leur extension. Ce dernier permet actuellement à l'Angleterre d'expulser nombre d'étrangers de son territoire. Pour se faire, il lui suffit d'apporter la preuve de l'enregistrement d'une personne étrangère dans un premier "Etat membre" afin qu'elle y soit renvoyée. C'est à cet effet que le fichier européen d'empreintes "Eurodac" a été crée.

Dans la seconde série, entrent le "Protocoles de Sangatte" et le "Traité du Touquet". Ils réunissent polices françaises et anglaises dans les ports de la Manche et de la Mer du Nord mais aussi dans les gares et sites dits "sensibles" des deux côtés de la frontière. Ainsi, l'Etat français accueille actuellement sur son territoire 800 policiers anglais disséminés en différents points de contrôle. Leur surveillance se concentre avant tout dans la gare du Nord à Paris, dans celles de Lille, Dunkerque et Frethun jusqu'au tunnel sous la Manche... Enfin, un système d'amende sanctionne les transporteurs dans le cas où seraient découverts des sans-papiers dans leur véhicule lors d'un contrôle.

Le dispositif sécuritaire

En plus de ces lois, un puissant dispositif sécuritaire s'applique à rendre inaccessible l'accès aux endroits de passage. Calais et ses environs se transforment progressivement en un agencement de zones concentriques enceintes de palissades et de grillages. Le port, où la chambre de commerce et d'industrie a mis en place son propre service de sécurité est aujourd'hui clôturé de murs et de barbelé électrifié. En outre, il a été équipé d'un système d'alarme, de fibres optiques et de caméras thermiques. A Coquelles, la société Eurotunnel a installé 280 caméras, des détecteurs infrarouges ainsi que 40 kilomètres de barbelé autour de sa zone surveillée par 360 agents de sécurité...

Une partie des contrôles frontaliers est d'ailleurs sous traitée par des sociétés privées. Les véhicules sont examinés au moyen d'un matériel militaire appartenant à l'armée anglaise. Des scanners vérifient

l'intérieur des remorques, des détecteurs traquent les battements du coeur, des sondes calculent les émissions respiratoires de CO_2. Les états justifient l'ensemble de ces contrôles en invoquant la sécurité des personnes. Notamment depuis la mort en 2000 de 58 chinois, asphyxiés dans la remorque d'un camion néerlandais. Calais offre donc un marché juteux aux patrons de la sécurité. Un budget de 12 millions d'euros annuel leur est ainsi exclusivement consacré.

Pour autant, le recours systématique aux contrôles a des effets immédiatement négatifs pour le capital. Il provoque un ralentissement de la circulation de la marchandise et des dix millions de passagers qui transitent chaque année entre la France et l'Angleterre. C'est le talon d'Achille de cette architecture pour laquelle le temps est avant tout de l'argent. On comprend alors que s'il est en effet plus difficile de franchir le détroit, il est toujours possible de le faire.

Sur le terrain

Sur le terrain la situation demeure inchangée. Actuellement entre 500 et 700 personnes attendent leur tour de passer. Ce qui, il est vrai, est un nombre relativement important en cette saison. Pour elles, les conditions de survies sont extrêmement difficiles. Les groupes organisés par nationalité se terrent aux alentours de la ville, dans les bois, près des dunes, sous des campements de bâches qu'ils nomment "jungle". Certains occupent des squats dans la ville. Les problèmes de santé sont multiples et difficilement pris en charge car ils reposent sur le seul volontarisme des associatifs locaux. En face d'eux, l'Etat, les soumet à un harcèlement constant. L'objectif est clair : éloigner et rendre invisible la présence de ces hommes et de ces femmes dans le centre de la ville et à ses abords. A cette fin, il y aurait en ce moment à Calais plus de 500 policiers affectés à la seule action contre les sans-papiers. Au V.V.F de Blériot-plage stationnent en permanence les compagnies de C.R.S chargés des interventions. Elles se font à tout moment. Parfois en journée, certaines eurent lieu sur le lieu des repas servis par les associations. Elles prirent l'allure de véritables rafles. La nuit aussi, quant les campements sont détruits. Les violences sont fréquentes : les effets personnels, les vêtements sont parfois brûlés, des policiers urinent dessus. A certaines époques il y eu des marquages à l'encre à même la peau des sans-papiers. Des ramassages qui se terminaient à plusieurs dizaines de kilomètres par des "libérations" en pleine campagne après leur avoir ôté les chaussures ; il y en eu même derrière la frontière belge... Les arrestations se terminent parfois au centre de rétention de Coquelles. S'y retrouvent avant tout les personnes susceptibles d'être expulsées. Dans l'enceinte même des locaux de la PAF, adossé au CRA, siège le tribunal de grande instance, délocalisé depuis Boulogne sur mer. Les oppositions qui se manifestèrent à l'époque contre la facilitation matérielle d'une justice "à la chaîne" n'y changèrent rien. Ici on passe en quelques pas de la cellule à la salle d'audience.

Mairie calaisienne et associatifs.

A un échelon local, ancienne et nouvelle majorité municipale partagent avec les hautes sphères de l'Etat le souci de tenir les sans papiers dans la clandestinité. On se rappelle qu'à la fermeture du camp de Sangatte, le maire P.C.F de Calais déclara d'abord : " *... Je reconnais le travail réalisé par MM Sarkozy et Blunkett, mais c'est dommage d'avoir attendu si longtemps...*". Puis lorsqu'il vit arriver sur la ville ceux que l'Etat anglais continuait de refouler, il se ravisa. S'adressant aux associatifs qui lui réclamaient la mise à disposition d'un lieu sanitaire il leur déclara : " *... Je regrette que des abrutis, et je pèse mes mots, aient dévoyé la cause des réfugiés...Je ne suis pas favorable à l'ouverture d'un local cautionné par la ville*". Depuis, l'U.M.P a gagné la mairie. Par un discours et des pratiques éprouvés, Natacha Bouchart entend museler et faire le ménage à sa manière. Elle qui considère les sans papiers "*responsables de dégradations perpétuelles*" et qui "*rendent sales les lieux où ils passent*". Si la mairie PCF a toujours refusé de rencontrer les associatifs, Bouchart, elle, les invite à une table ronde. Elle initie un "Conseil des Migrants" qu'elle crée pour l'occasion. Elle a compris l'effet anesthésiant de la parole auprès de ceux qui déploraient depuis des années de ne pas écoutés. Une subvention en augmentation a donc été versée à deux des principales associations et des promesses de financement de toilettes ont été évoquées. Et déjà certains parlent "d'avancée"...

Actuellement il faut compter plusieurs semaines, parfois plusieurs mois afin d'atteindre les plages anglaises. Alors, des groupes partent s'installer ailleurs. En retrait, dans les terres, à trente ou quarante kilomètres de la côte. Là, l'accès aux camions est plus rapide. Calais perdrait-elle de sa centralité ? (2).

Xavier. Boulogne sur Mer.
27/01/08.

(1) Afghans, Irakiens, Iraniens, Kosovars, Kurdes, Albanais, Indiens, Roumains, Turcs, Soudanais, Erythréens, Palestiniens...

(2) Le phénomène existe dorénavant en différents lieux : Roscoff, Cherbourg, Dieppe, Dunkerque ou Ostende. Pour en savoir plus : - "La loi des jungles" de la Coordination Française pour le droit d'Asile. http://www.apsr.asso.fr/com/CFDArapport0908.pdf. - *La Mouette enragée* (2005) De Sangatte à Coquelles : situations et interventions (1999 - 2004) in Politiques migratoires : grandes et petites manœuvres, Marseille, Carobella ex-natura, pp. 112-163.

Brève

La liberté du commerce contre la liberté d'expression

Hélène et Philippe Magdelonnette, licenciés du magasin de tissus Dreyfus Déballage du Marché Saint-Pierre après 28 et 34 années d'ancienneté sont allés tous les jours depuis mai 2006 protester silencieusement devant le magasin avec une banderole où ils demandaient leur réintégration. Au bout de trente-un mois leur pétition compte environ 11.000 signatures de passants, clients, habitants du quartier. Un petit groupe de militants a soutenu leur combat depuis la rentrée 2007 et deux fois par semaine a accompagné leur protestation silencieuse par une distribution de tracts aux entrées du magasin, des discussions avec les passants et clients, des collages dans le quartier (trois manifestations ont été aussi organisées par Solidaires).

Parallèlement, Hélène et Philippe ont eu recours à la justice. Ils ont fait appel aux prud'hommes : par deux fois, leurs licenciements ont été reconnus « sans cause réelle et sérieuse » et la direction du magasin a été condamnée à payer des indemnités (dont pas un centime ne leur a encore été versé). Mais la direction, elle aussi, a fait appel aux tribunaux : elle les a traînés en référé pour prétendu trouble à l'ordre public. Par deux fois, la justice lui a donné tort, mais le troisième verdict (du 19 décembre) prend fait et cause pour les patrons du magasin, considérant que les époux Magdelonnette ne pouvaient, au nom de la liberté d'expression «qu'ils sont en droit de revendiquer», «entraver le libre exercice du commerce de leur employeur et même porter atteinte à son image».

Ce jugement bâillonne de fait toute expression publique, reprenant mot pour mot la requête patronale, à savoir « *interdire aux époux Magdelonnette de :*

- imprimer ou faire imprimer des banderoles,
- déployer ou faire déployer des banderoles devant et aux alentours du magasin,
- imprimer ou faire imprimer des tracts,
- distribuer ou faire distribuer des tracts de quelque nature que ce soit,
- éditer ou faire éditer, diffuser ou faire diffuser des affiches la mettant en cause,
- coller et faire placarder des affiches la mettant en cause,
- faire signer des pétitions à toute personne notamment dans la rue,
- s'adresser au public aux alentours et à l'entrée du magasin pour l'inciter à se rendre chez un concurrent ».

Après un jugement de ce type, que reste-t-il en France de la liberté d'expression ? Si ce type de jugement devait se généraliser, les patrons de tout poil pourraient impunément licencier sans même craindre de voir circuler un tract, une pétition ou une banderole se planter devant leur porte.

Nous n'allons pas baisser les bras. Le combat d'Hélène et Philippe qui portait jusque-là sur l'arbitraire patronal prend désormais un sens plus large pour la défense concrète de la liberté d'expression, dont dépend encore chez nous l'existence des luttes.

Le collectif de solidarité avec Hélène et Philippe, le 25 décembre 2008
(collectidesolidarite@hotmail.fr)

Exarchia, la pépinière de l'insurrection

L'article qui suit ne constitue qu'une vision parcellaire de ce qui se passe en Grèce depuis décembre : il est le fruit d'un modeste séjour à Athènes, début janvier, volontairement limité au quartier d'Exarchia. Nous y sommes allés dans un esprit de solidarité internationale avec la volonté de comprendre et de rencontrer des personnes habitant ce quartier ou/et impliquées dans les évènements qui secouent Athènes depuis le meurtre du jeune Alexis. Il nous faut cependant tout de suite préciser que si ce meurtre a constitué un élément détonateur d'importantes émeutes, le niveau des mobilisations, actions et occupations est habituellement élevé en Grèce où la conscience politique est très développée. L'héritage conscientisé de « l'époque de la dictature des colonels » de 1967 et des évènements de 1973 (entrée des chars dans l'école polytechnique occupée) n'est pas une vue de l'esprit : il est très présent dans la façon dont nombre de Grecs perçoivent les évènements y réagissent et se racontent.

La situation économique de la Grèce a ceci de particulier que pour satisfaire aux critères de convergence du traité de Maastricht et parvenir à entrer dans la zone euro en 2002, l'Etat a volontairement fourni des chiffres erronés et transgressé les règles du pacte de stabilité. Comme partout ailleurs, des pressions importantes se sont exercées sur la protection sociale et des mesures structurelles ont été prises sur toute l'économie (privatisations, précarisation massive des travailleurs, etc.) mais ici il a fallu mettre les bouchées doubles pour tenter de réduire un déficit bien plus important que les chiffres présentés initialement.

Les Jeux Olympiques ont rapportés 0,5 point de croissance en 2003 et 1 point en 2004. Mais le budget général des Jeux était estimé à 4,6 milliards d'euros pour finalement atteindre... une douzaine de milliards, sans compter les 100 millions annuels pour entretenir les infrastructures surdimensionnées pour le pays.

Par ailleurs, la Grèce recevait jusqu'à présent des subsides européens (45 milliards pour la période 2000-2006) dont les versements se tarissent en 2009.

Les principales ressources économiques proviennent du tourisme. Vient ensuite la marine marchande. Pour être complet il faudrait évoquer la situation de l'agriculture qui a été littéralement ravagée par le projet du capitalisme européen, détruisant quasi totalement l'agriculture paysanne et « vivrière » pour installer le modèle industriel. Agriculture et élevage restent un secteur économique important. Cet aspect mériterait un dossier à lui seul. Ajoutons à cela l'immense destruction de territoires lors des incendies de 2007 en Péloponnèse notamment avec deux cent milles hectares agricoles et forestiers ravagés par les flammes et 4,5 millions d'oliviers détruits dans une région qui fournit 30% de la production nationale.

Ces quelques éléments n'expliquent qu'en partie une situation sociale très détériorée avec peu d'espoir d'amélioration des conditions de vie pour la population.

Athènes compte environ 5 millions d'habitants, soit près de la moitié de la population grecque. Cette répartition date de la dictature des colonels qui avait vidé la campagne de ses habitants. La métropole est constituée d'immeubles de 5 à 6 étages datant des années 60 et s'étend à perte de vue. Il n'y a pas vraiment de « banlieues » (au sens de lieu de relégation telles que nous les connaissons, de grandes forteresses urbaines) : les quartiers sont plus ou moins pauvres et le brassage des populations reste encore relativement important.

EXARCHIA, FOYER DES ÉVÈNEMENTS DE DÉCEMBRE

Exarchia est un des quartiers du centre de la ville où se côtoient des personnes de classes d'âge et de classes sociales différentes. Une pépinière de la contestation, de la rébellion. L'Ecole Polytechnique s'y trouve en bordure. A cinq minutes, l'Université d'Athènes (fac de Droit), à dix minutes le Parlement et la place Syntagma. Historiquement, Exarchia est fortement marqué par un esprit de résistance, d'anarchie. L'autonomie y est très implantée : c'est là, entre autre, que les évènements de 1973 se sont déroulés (voir CA 186 décembre 2008). Actuellement, une quinzaine de groupes anarchistes y sont installés dont le plus ancien « Nosotros » (du mouvement anti-autoritaire) fait figure d'institution implantée avec son Centre Social autonome (lieu de rencontres, de discussions et d'échanges de savoirs ou encore de cours de langues gratuits) Exarchia est un quartier d'intense activité: nombreux cafés que les autorités aimeraient pouvoir fermer, petites imprimeries et librairies, épiceries, bazars, ateliers de coutures, petit artisanat, locaux associatifs,...les rues ont gardé la parole et les murs foisonnent d'affiches militantes et politiques. Les habitants d'Exarchia se qualifient eux-mêmes comme étant le « quartier latin » d'Athènes (se référant à l'image mythique des années 60 à Paris).

Ce sont précisément ces types de quartiers qui ont été détruits par les requalifications urbaines partout en Europe.

Le siège du parti socialiste (PASOK) est installé sur la rue principale qui borde Exarchia (H. Trikoupi) justifiant la présence permanente d'un car de police anti-émeutes.

C'est à 100 mètres de là, dans une petite rue piétonne, fréquentée par beaucoup de gens de tous âges jusque tard en soirée, que le samedi 6 décembre vers 21 heures, un groupe de trois jeunes ont invectivé une voiture de police. L'un des flics est sorti, a insulté les jeunes et a tiré. En quelques heures, des centaines de personnes se sont retrouvées, d'abord à Exarchia, puis plus largement dans la ville (près de 10 000) et dans d'autres villes du pays pour exprimer leur colère sur les faits qui venaient de se dérouler, donnant le coup d'envoi à trois semaines d'émeutes, de révolte généralisée ou d'insurrection en marche, selon les sensibilités qui s'expriment pour qualifier ce mouvement. Tous nos interlocuteurs ont insisté sur le fait que dès les premières heures, ce ne sont pas seulement les jeunes copains d'Alexis, des lycéens ou des étudiants qui ont pris part concrètement aux actions de riposte et de rébellion mais des membres de la population de tous âges. Ceux qui craignaient de descendre dans la rue jetaient des pots de fleurs ou de l'eau sur les policiers anti-émeutes qui ont très vite occupé le quartier. L'occupation policière a noyé Exarchia de milliers de mètres cube de gaz chimiques (nouvelles grenades livrées par Israël) occasionnant des abandons de logements pour quelques jours et provocant des troubles graves de santé dont trois fausses-couches. Ces manifestations de révolte ont pris une ampleur totalement imprévisible en l'espace de deux à trois jours



où des réactions de sympathie envers les manifestants se sont exprimées de façon très spontanée, par des petites gens, parfois des personnes âgées, particulièrement en ce qui concerne la destruction des banques et des systèmes de vidéosurveillance. De plus, elles ont concerné des catégories de population différentes. Parmi eux, des jeunes issus de l'immigration et des migrants Albanais, Rom ou Afghans. Ces journées ont été nommées « magiques » par certains et ce qui s'est produit a conduit des participants organisés à considérer que les cloisons d'appartenance à tel ou tel groupe social étaient tombées pour incarner une figure d'insurgé. On retrouve en cela une certaine symétrie historique avec l'Italie de l'autonomie qui au lendemain de l'assassinat d'un étudiant dans la ville de Bologne en 1977 avait littéralement détruit toute la ville en tant que « vitrine du pouvoir et de la domination ».

Si une accalmie s'est dessinée pendant les fêtes de fin d'année, l'arbre de noël géant implanté devant le parlement de Grèce fût sans doute le mieux gardé d'Europe. Brûlé une première fois, le second fut imprégné de produit ignifugeant. De nombreux «petits jésus » ont été enlevés des crèches par le mouvement afin de les échanger contre la libération des prisonniers insurgés.

Nous avons pu constater que les habitants d'Exarchia sont restés mobilisés. Les évènements étaient commentés très librement par des personnes rencontrées dans le bus ou dans les cafés avec un espoir de reprise des mobilisations à l'occasion de la manifestation programmée le 9 janvier. Celle-ci était initialement prévue afin de commémorer l'assassinat d'un instituteur par l'extrême droite, en 1991.

Dans la nuit du 4 au 5 janvier, un flic s'est fait tirer dessus derrière l'Ecole Polytechnique, surveillée de près en permanence. Cet évènement déclencha une vague de perquisitions et d'arrestations. La police anti-émeutes a de nouveau envahi Exarchia, décollant les affiches hostiles, interdisant l'accès à certaines rues de la zone où s'amoncellent les fleurs, les mots de sympathie et les dépôts en tout genre à la mémoire d'Alexis.

Dès le lundi soir, le Comité d'Habitants tenait une assemblée pour discuter de l'attitude à adopter : un débat animé autour de la question « comment virer la police du quartier ? ». Si certains exprimaient leur peur de l'affrontement avec les « batsi » et le fait qu'ils ne cautionnaient pas qu'on leur tire dessus, pour tous il était insupportable que la police occupe Exarchia. Une femme est venue prévenir que les « batsi » étaient stationnés devant la porte du Centre Social « Nosotros » et que personne ne pouvait y entrer ou en sortir. En fin d'assemblée, vers minuit, il a été décidé que tout le monde (une centaine de personnes présentes) descende à Nosotros pour faire partir la police.

Face à la détermination de cette centaine de personnes, passant entre eux pour entrer à Nosotros ou s'interposer entre eux et le local, les batsi se sont retirés.

C'est au cours de cette même assemblée que la décision a été prise de manifester le lendemain à 13 heures pour exiger le départ de la police.

«Descendez dans la rue pour chasser la peur »; « Dehors les flics, Exarchia est historiquement un quartier libre »; « Flics, vous voulez faire quelque chose d'utile ? Suicidez- vous !» ponctuaient la déambulation, ainsi que le fameux « *Batsi, gurunia, dolofoni !* » (flics, porcs, assassins !)

Plus de 1000 personnes étaient présentes le lendemain pour cette manifestation qui a repris le lieu où a été tué Alexis mais qui s'est aussi rendue derrière l'Ecole Polytechnique, là où un flic avait été pris pour cible 2 nuits plus tôt, pour invectiver les « batsi » et hurler qu'un demandeur d'asile avait été tué la veille devant l'office de l'immigration par un de leur collègue. La rue répondait aussi directement à la stratégie de défense de l'assassin d'Alexis et à la propagande médiatique. En effet une des déclarations du flic avançait que lui aussi était fils d'ouvrier et ne gagnait que sept cents euros par mois, ce à quoi la manif opposait : « *Batsi vous n'êtes pas les fils d'ouvriers mais les chiens des patrons* » Cette manifestation a été vécue comme un succès : depuis cette date la police se tient autour du quartier mais n'occupe plus l'intérieur.

Les assemblées du Comité d'Habitants se poursuivent à l'heure actuelle à un rythme d'une par semaine.

REVENIR SUR L'IMAGE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

L'Ecole Polytechnique d'Athènes a été vidée de la plupart des étudiants il y a déjà plusieurs années. Seule reste la filière architecture qui a refusé de quitter les lieux, les autres filières ont été installées aux confins d'Athènes, à environ 30 km du centre. L'occupation de décembre a été réalisée par des personnes de toutes catégories sociales (travailleurs ou pas, étudiants ou pas, jeunes ou pas) de différentes sensibilités, plutôt anarchistes. L'asile universitaire est toujours existant mais il a été fragilisé par une loi prévoyant que le Procureur peut, en concertation avec les profs appartenant au conseil universitaire, autoriser la police à y intervenir. Cela s'est produit une fois en 1995, avec plus de 500 arrestations.

En décembre, l'occupation dura 18 jours. Et les occupants ont craint une évacuation par la force mais l'Etat n'a pas choisi cette option. Par contre la police est présente en permanence derrière Polytechnique, d'autant plus depuis le tir du 5 janvier.

De même, le ministre de la défense de Grèce aurait proposé au gouvernement, en décembre dernier, de « régler le problème en 20 minutes », proposition qui n'a pas été retenue. L'occupation s'est stoppée de sa propre initiative le 24 décembre à minuit sur décision de l'assemblée ouverte des insurgés solidaires des prisonniers.

Dès le 8 janvier, les assemblées générales ouvertes reprenaient à l'Ecole Polytechnique. Pour la première, il s'agissait d'élaborer une affiche commune et de s'organiser pour la manifestation du 9 janvier. Plus de 500 personnes étaient présentes pour une soirée et nuit de discussion. Trois propositions d'affiche intégrant un texte s'adressant à la population, une atmosphère passionnée et passionnante, avec ses pics de tension liés à des divergences politiques de fond. Parfois des prises de parole intempestives, des engueulades, bref un bouillonnement chaotique mais créatif. Plus profondément, l'enjeu de cette assemblée était la poursuite du mouvement : certains préférant se limiter au soutien aux inculpés et prisonniers de décembre, considérant de la sorte l'insurrection éteinte. D'autres voulant envisager une mobilisation beaucoup plus large, incluant des actions en direction des populations immigrées ou d'origine étrangère dans la logique des implications de décembre. Des textes aux accents lyriques ou plus lapidaires étaient évoqués et défendus. Au milieu du tumulte quelqu'un exprime sa perception des barricades brièvement : « *derrière les barricades, il y a aussi le plaisir* » « *Les conséquences de leur violence sont irréversibles »... » La haine a trouvé son reflet dans des milliers d'yeux »... « l'unité nationale s'est cassée en milliers de morceaux »... « la crise des relations sociales leur appartient »... « Nos cris sont devenus des mots qui se sont structurés »... « Seul signe sur le temps notre sensibilité est magique car elle est multiforme »... « nous sommes l'histoire vivante qui va « détruire » la cité interdite »... « Nous avons l'objectif de créer les circonstances d'un état d'urgence réel contre le patronat de ce monde, dans la durée »... « Ce qui est immédiatement réversible est la détention des insurgés dans les cellules de leur démocratie. Cela concerne tous ceux qui ce sont engagés dans le combat contre la police, tous ceux qui ont compris, tous ceux qui comprendront* ».



La référence à des évènements ayant eu lieu en France a souvent été évoquée, en particulier les émeutes de 2005 (mais pas seulement): « *si les étudiants et les immigrés se mettaient ensemble, se serait l'explosion* » évoque un participant en rappelant l'intervention du Bonaparte français. Il y a aussi eu une proposition d'affiche en français « *Ils ont arrêté vos gosses, n'est-il pas temps de donner une réponse ?* » (16 insurgés sont des adolescents de la ville de Larissa, incriminés sous la loi antiterroriste). D'autres projets prévoyaient des textes en albanais, en turc ou en bulgare car de nombreux immigrants ont pris part aux évènements et font partie des personnes incarcérées ou inculpées à la suite des émeutes insurrectionnelles.

A l'issue de la manifestation du vendredi 9 janvier, alors que la police dispersait les manifestants à grands coups de grenades chimiques et procédait à des arrestations en nombre, l'Ecole Polytechnique servait à nouveau de lieu de repli où les manifestants se sont protégés de l'intervention policière et ont élaboré la suite à donner à cette journée.

LES MOBILISATIONS DE JANVIER

Le 9 janvier, environ 10 000 personnes se sont rassemblées à Panepistimio (Université d'Athènes) joignant leurs revendications liées aux évènements récents (arrêts des poursuites contre les insurgés de décembre, libération des prisonniers) aux revendications sociales et à la commémoration de l'instituteur assassiné à Patras en 1991 par l'extrême droite.

La manifestation s'est déroulée sous haute surveillance, les hélicoptères survolaient la ville depuis le matin, 3200 policiers « spéciaux » quadrillaient le centre ville et protégeaient les galeries marchandes derrière les grilles fermées.

Le rassemblement a été accueillie par une sono où Kenny Arkana (entre autre) chantait à tue tête « Nous avons la rage », un bombage sur l'Université reprenait ce slogan. Une déclaration du sous-commandant Marcos, enregistrée sur Indymédia Athènes fut diffusée.

La manifestation a duré plusieurs heures, reliant Panepistimio à Omonia puis Syntagma où les premières grenades lacrymo fusèrent et retour à Panepistimio.

Quelques caméras de vidéosurveillance ont été cassées. La police a cherché à disloquer la manifestation très vite, cherchant à éviter que les manifestants ne se réfugient dans l'Université : une partie du cortège s'est trouvé encerclée et des dizaines d'arrestations et tabassages ont eu lieu.

Un groupe d'avocat du « legal-team » a été molesté et arrêté également. Ce groupe participe par principe à toutes

les manifestations et actions de façon à pouvoir intervenir aussitôt pour obtenir des infos et assurer autant que possible la défense des personnes arrêtées et/ou incarcérées. Les 8 avocats arrêtés ce jour-là ont déposé plainte contre l'Etat pour eux-mêmes et les personnes arrêtées avec eux rue Asklipiou.

L'autre partie de la manifestation s'est rendue à Exarchia et à l'Ecole Polytechnique. De violents échauffourées avec les flics ont duré jusque tard dans la nuit, ceux-ci cherchant à interdire l'accès de Polytechnique mais n'y parvenant pas.

Au lendemain de cette forte mobilisation, un groupe d'employés (actifs ou non), detravailleurs non payés, de travailleurs au noir, d'étudiants, de stagiaires de l'industrie des médias allait occuper le siège du syndicat des journalistes (ESIEA) pour une semaine. Ils énoncent leur solidarité aux insurgés de décembre et lient leur conditions de travail à la façon dont les patrons de médias traitent l'information : toujours du côté des dominants, appareillage idéologique de l'Etat. Ils dénoncent également le rôle de l'ESIEA qui fonctionne comme un syndicat du patronat, refuse les travailleurs tant qu'ils n'ont pas 5 années de maison avec fiches de paies. Ce qui a pour effet que sur 9000 salariés des médias, seuls 4000 sont syndiqués et possèdent donc une couverture sociale.

Dans les assemblées qui ont regroupé jusqu'à 600 personnes, la question du rôle des médias dans l'insurrection a été posée. Ainsi que la critique de leur fonction et des moyens d'en détourner les buts. Dans cet objectif une assemblée générale ouverte aux travailleurs du secteur a été créée et se poursuivra après l'occupation. La fin de l'occupation s'est déroulée sur le spectre d'une vague de licenciements d'une centaine de personne dans un quotidien national. En quittant le siège, l'assemblée exigeait une implication forte du syndicat pour empêcher ces licenciements ! Certains participants à cette occupation considèrent que leur lutte continue par l'implication soutenue contre ces licenciements annoncés. Dans la foulée, plusieurs universités du pays ont été ou sont toujours occupées (environ 70 sites en Grèce), ainsi que des mairies. De même, le soutien aux inculpés et incarcérés de l'insurrection reste constant. Exemples : le 17 janvier à Larissa pour la libération des détenus arrêtés pendant les émeutes, la levée des inculpations et l'abolition de la loi antiterroriste. Le 24 janvier dans le quartier athénien de Monastiraki.

Signalons également le blocage du port d'Astakos, à l'appel du FPLP signalant au peuple grec le transit d'armes livrées pas les USA à Israël. La livraison a échoué. Des initiatives, humbles mais symboliques, prises au cours de décembre, sont en cours de réalisation. Dans certaines villes ou quartiers, des vitrines de petits magasins ou des kiosques de rue ont été cassés ou incendiés, soit par erreur, soit par des policiers infiltrés. Les manifestants, sur une initiative le plus souvent d'anarchistes, se sont cotisés. C'est ainsi qu'à Thessalonique, 13 000 euros ont été offerts pour dédommagement d'un kiosque. A Athènes, 10 000 euros ont été récoltés pour le moment. Le soutien à Konstantina Kuneva est une grande préoccupation depuis que cette femme a été agressée le 23 décembre dernier. Konstantina ne survivra peut-être pas. Et si elle survit, elle restera gravement diminuée. Une caisse de solidarité a été mise en place pour qu'elle puisse faire face aux soins et à son quotidien.

UN POUVOIR QUI MARCHE SUR DES BRAISES.

Le premier ministre Karamanlis a survécu aux incendies de la Grèce en 2007 conforté par l'émergence d'une extrême droite à 3%. Face à l'embrasement de décembre, il a opéré un remaniement ministériel passé totalement inaperçu, la veille du nouveau rassemblement du 9 janvier. On peut considérer qu'il tente de jouer sur un pourrissement du mouvement et sur les dissensions internes en essayant avec les médias de dissocier lycéens-étudiants/ anarchistes/ migrants/travailleurs/ précaires. Bien qu'il en ait le pouvoir légal, l'Etat n'a pas tenté de s'attaquer au droit d'asile universitaire, ce qui risquerait de démultiplier la légitimité du mouvement. Quant à une intensification militaire, elle serait explosive ! Par contre les forces spéciales tentent de couper la retraite aux facs lors des manifestations et de paralyser les possibilités d'assemblées ouvertes. L'intervention des forces de police se limite à une présence ostensible et à des échauffourées. Au final, aux vues des évènements, le nombre d'inculpation et d'incarcération reste assez faible (67 incarcérations, environ 300 inculpations).

Quoiqu'il en soit, une nouvelle phase s'est bien amorcée dans ce mois de janvier avec les occupations multiples. L'élargissement des préoccupations politiques se confirment et ne faiblissent pas ! Pourtant les meilleurs chiens de garde de ce pouvoir et de l'état s'incarnent par le parti communiste Grec qui qualifie le mouvement autonome, anarchiste, d'agents de la CIA. Quant aux syndicats ils jouent le jeu attentiste du PS Grec qui se tient en embuscade, se présentant comme l'alternative perpétuelle. Difficile d'analyser l'attitude du parti Syrisa qui bien que présent dans les mobilisations semble dénigrer les potentialités de ce mouvement essentiellement autoorganisé, de même que les potentialités du mouvement anarchiste. Il tend à légitimer surtout les lycéens et les étudiants, foyer potentiel de recrutement pour de nouvelles échéances parlementaires.



Place Alexi Grigoropoulos

Rien ne sera plus jamais comme avant martèlent les compagnons de l'insurrection ! On peut douter en effet que tout ceux qui ont participé à ce mois de décembre rentrent un tant soit peu dans le rang tandis que les maîtres, les traîtres, les assassins, et les tortionnaires courent toujours. Ce mouvement qui est présenté comme le plus important depuis la création de l'état grec par d'autres compagnons, est de nature à ensemencer l'Europe entière... Alors le pouvoir et l'Etat, dans la braise ?

Aspe-Ouest, Pyrène

Quelques réflexions autour des événements de Grèce

Il est sans doute abusif de parler de début de processus révolutionnaire en Grèce. Hasardeux et prématuré car il faut toujours un peu de temps pour que des évènements d'importance déploient tous leurs effets, surtout quand ils sont encore à l'oeuvre et que les flammes sont toujours là. En tous cas l'Histoire, plus certainement que la pensée révolutionnaire, nous a au moins enseigné une chose : on ne sait pas. On ne sait pas ce qu'il peut advenir (d'une situation donnée, d'une dynamique sociale....).

C'est pourquoi au mieux on ne peut qu'avancer quelques données d'ordre général et des éléments d'évaluation.. Une précision toutefois. Réfléchir aux évènements de Grèce n'a qu'un intérêt bien précis. Non pas les enfermer dans une "spécificité grecque", dans un enclos aux bords infranchissables comme ont voulu le faire les tenants de l'ordre et les journalistes qui se sont risqués à des tentatives d'explication, mais bien précisément l'inverse : à travers l'"événement grec", ce qui importe est bien d'y retrouver des éléments d'homologie, de similitude et ils sont nombreux, et de parler, de réfléchir sur ce qui nous concerne, ici : quelques idées sur une manière de penser en même temps la politique et la révolte sociale dans une seule et même problématique, que l'on vive à Athènes, à Toulouse ou à Vilnius.

ACTE I. LES CARACTÉRISTIQUES DU MOUVEMENT DE RÉVOLTE EN GRÈCE : LE DÉBUT.

Une révolte générale de toute la jeunesse scolarisée contre la police : les éléments les plus massifs ont été les lycéens, parfois très jeunes (12-13 ans) ; partout y compris dans de toutes petites villes de l'intérieur, les îles les plus isolées, l'ensemble des lycéens sont sorti dans les rues, ont assiégé le commissariat local, ont enlevé les drapeaux, y ont mis le feu... L'identification avec le jeune Alexis a été l'élément déclencheur.

- Cette révolte s'est ensuite et rapidement étendue à d'autres acteurs sociaux, en premier lieu à ceux qui avaient les mêmes raisons d'en vouloir à la police : jeunes non-scolarisés, étudiants, jeunes prolétaires supporters de club de foot, immigrés ont été les catégories qui se sont le plus battues dans les rues et participé à des actions de destruction et de pillage.

- Une révolte qui, dès le départ, a englobé la catégorie des invisibles de toujours et qui cette fois se sont retrouvé en peine lumière : ainsi les prisonniers de 23 centres de détention refusant dans un même mouvement leur repas dès le premier soir des manifestations, ainsi les migrants (Albanais, Roms, Afghans...) se soulevant massivement, en attaquant la police, en s'adonnant à quelque pillage, en participant à la révolte, aux manifestations.

- Une révolte qui s'est élargi à une bonne partie de la population, les "adultes", cette partie, la plus nombreuse, qui s'est jointe aux manifestations, sans casser, sans s'affronter aux flics, mais en étant là, en occupant les rues, en exigeant le désarmement de la police, la fin des harcèlements et des contrôles, en disant qu'ils ne sont pas seulement solidaires des jeunes mais qu'ils sont dans le même mouvement de révolte, qu'ils sont bien eux aussi en lutte pour les mêmes exigences.

- Enfin, largement soulignée par les médias (1), la présence massive et active des anarchistes. Ceux-ci ont comme d'habitude réagi au quart de tour. En tous cas, pas une photo, pas une vidéo, pas un article de presse sans qu'apparaissent les drapeaux rouges et noirs au cœur des affrontements ou que soient identifiés ceux qui les portent comme les grands responsables d'un désordre qui a trop duré. Un mouvement anarchiste, sans doute multiforme comme partout ailleurs, mais où dominent (et cela depuis des années) des modes d'intervention particulièrement offensifs, inventifs, un courant politique capable à la fois d'affirmer des positions révolutionnaires sans aucune ambigüité et d'acquérir une influence notable sur une bonne partie du mouvement (2).

ACTE II. LES MULTIPLES TENTATIVES D'ÉLARGISSEMENT ET D'APPROFONDISSEMENT DE LA RÉBELLION

- Par un travail d'explication, notamment les prises de paroles "sauvages" lors d'irruptions dans des studios de radios ou TV locales ou bien les prises de micros des équipements de sonorisation de rues installés un peu partout dans les villes ou les quartiers pour les fêtes de fin d'année et de Noël. Mais aussi organisation de concerts, de spectacles de rue, interruptions de spectacles (théâtre) et prises de parole...

- Par des tentatives d'élargissement sur les thématiques : par exemple lors de l'occupation du siège de la confédération syndicale (3) par plusieurs centaines de personnes dont semble-t-il des membres de petits syndicats de jeunes travailleurs – livreurs de pizzas et de courrier rapide, garçons de café –, en abordant la question de l'exploitation, en faisant le compte « de nos estropiés et de nos morts dans les mal nommés "accidents du travail" », en déclarant que les travailleurs devaient prendre leurs affaires en main, qu'ils ne pouvaient plus ignorer « les migrants, nos frères de classe », qu'ils devaient « parler de leur propre voix », en se passant des jaunes et des collabos fussent-ils syndicalistes, en s'auto-organisant à la base dans des collectifs de résistance et en cessant de placer leurs « espoirs dans des dirigeants "sages" ou des représentants "compétents" »(4).

- Par de multiples actions prolongées du type occupation de mairies ou de locaux culturels municipaux visant à donner non seulement une localisation, une proximité, une accessibilité et une visibilité au mouvement mais de l'ouvrir à d'autres thématiques que le face-à-face avec la police et la lutte contre l'Etat répressif tout en créant de nouveaux lieux, de nouvelles polarités que les facs et les lycées. Les appels aux habitants à se rassembler, à s'assembler sur le mode de l'Agora (on est en Grèce...), revenait à créer des situations inédites permettant à d'autres, aux voisins, à tous ceux qui n'avaient pas encore pris la parole de le faire. Ainsi peuvent se constituer des sphères d'interlocution dans lesquelles des revendications (sociales, locales...) se formulent, une puissance sociale s'affirme, des modes de subjectivation se mettent en place, et où de manière coextensive se posent les questions autour de la

démocratie, du pouvoir, du contrôle ou de la dénonciation des élus, c'est à dire de la représentation, de la délégation.

- En mettant rapidement la question des "marges sociales", des sujets "périphériques" c'est-à-dire la figure de ceux qui sont les plus couramment exposés à la violence policière (les immigrés, les roms, les prisonniers...) au centre de la problématique et du protagonisme de la révolte ; en affirmant par des actes, par des manifestations et des prises de paroles l'unité, la solidarité, l'égalité de tous avec tous, sans distinction de qualité.

Tous ces éléments concourent à penser que cette révolte a acquis les traits d'un mouvement politique et social de caractère global ; politique parce que les revendications autour de la police, du maintien de l'ordre et du contrôle du territoire et des populations sont étroitement le fait du pouvoir politique ; social par sa dynamique spontanée, l'occupation des rues, la multiplication des manifestations (à Athènes plusieurs par jour), le fait que beaucoup de participants n'étaient pas des habitués des manifs...et aussi l'apparition de revendications, d'exigences renvoyant aux conditions de la vie matérielle et de son exploitation par le régime de l'accumulation capitaliste.

Un mouvement de caractère global mais peut-être pas véritablement généralisé. Et c'est là sans doute sa principale limite.

Il aura sans doute manqué quelques assemblées populaires communales supplémentaires pour faire tâche d'huile. Auront sans doute également fait défaut des mobilisations d'acteurs sociaux (les travailleurs, les salariés notamment) à la fois dans l'inscription de leurs localisations propres et dans la pleine visibilité de ces places et de leur manière de les occuper que les évènements politiques généraux du soulèvement avaient ou auraient pu procurer.

ACTE III. POUR ESSAYER D'Y VOIR CLAIR...

Ces journées, quelque soit leur devenir, ont provoqué des fissures dans l'ordre social et la panique chez tous les dirigeants européens, particulièrement en France. Le retrait ou report de la réforme Darcos a été en partie obtenu du côté d'Athènes et de Salonique, sans d'ailleurs que ni les lycéens de France ni leurs homologues grecs n'en aient été tenus informés.

Cette révolte n'aura-t-elle finalement qu'une valeur symptomale, sans lendemain, qu'une bonne expertise suivie d'une médication adéquate viendra contenir, jusqu'à l'aléa d'une prochaine rechute ? Ou bien au contraire, peut-on raisonnablement penser que les brèches, les ruptures que ces journées de décembre ont ouvertes sont encore béantes ? En la matière, on ne peut être certain de rien : on ne peut que souhaiter, et œuvrer, même modestement c'est-à-dire à la hauteur du possible, à ce qu'elles s'élargissent encore.

Deux remarques sur les thèmes récurrents exposés à propos de l'actualité de ces journées et des leçons que l'on peut en tirer ; l'explication par le social, la signification par les images.



L'explication économiste, un peu trop classique, ressurgit immanquablement à chaque événement de ce type : tout provient des déterminations de la base, de l'infrastructure économique de la société (niveau des salaires, taux de chômage, structure des emplois, qualité de la protection sociale...) sur les sphères superstructurelles, subjectives : l'idéologie, l'Etat, la politique, l'état du lien social. Des explications qui n'expliquent rien, car elles ne savent pas dire pourquoi des mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, pourquoi les mêmes conditions objectives "expliquent" la révolte après avoir expliqué la résignation, pourquoi et comment le même produit une chose et son contraire ? Les tableaux de l'économie, de la distribution des places, les interrelations sociales, les modèles familiaux, le système éducatif, la santé publique etc. sont au mieux illustratifs, donnent à voir des éléments contextuels, et quelques traits du corps social mais n'ont pas une grande puissance d'explication, en particulier sur leur devenir. Le social ne se soutient que de lui-même ; il induit une incapacité à penser les mouvements dans leur singularité, dans ce qui les fait aller au-delà des assignations, dans leur créativité, leur capacité à produire des effets de paroles, des décisions, à reconfigurer le champ du possible, à produire des formes d'énonciation collective. Les explications "sociales" ont la fâcheuse tendance de maintenir les mouvements, et leur protagonistes, à leur place, en ne leur offrant en guise de savoir sur eux-mêmes qu'un miroir inversé de la domination (le savoir de la science sociale grâce auquel les dominés pourront accéder à la fameuse prise de conscience...) et ce faisant évacuent leur dimension affirmative et leur capacité politique. Pour la pensée imprégnée des sciences sociales, les salariés, ou les jeunes de banlieue ou les sans-papiers agissent en tant qu'ils sont salariés ou jeunes de banlieue ou sans-papiers ; ils le font à leurs propres places et ne peuvent réclamer qu'une meilleure occupation des places. Elle ne peut concevoir qu'il pourrait leur venir à l'esprit d'affirmer leur égale capacité avec le chacun et le tous de la communauté, comme s'il n'était pas pensable et donc possible, pour des mouvements de jeunes de banlieue, de salariés, de sans-papiers, de remettre en cause par eux-mêmes les assignations "territoriales" et la distribution des parts et des places dans des identités sociologiques, de contester la confiscation de la politique par l'oligarchie et la parole des experts, comme si les processus d'émancipation n'avaient pas une part de contingence...

L'autre versant du déni politique, d'une lecture dépolitisée ou anti-politique, est celle, phénoménologique, impressionniste, qui poétise le rapport au monde et aux événements, et semble se contenter, dans les deux sens du verbe, d'une réception sensible des choses. La beauté, magique, hypnotique, des images de la rébellion, où s'entrevoit le sublime de l'émeute saisie comme figuration extatique d'un renversement du monde, la fugacité et la fulgurance des éclats, l'effroi inquiétant mais tellement jouissif de la fureur, du feu, des bruits du verre brisé et de ceux de la guerre, le vertige de l'insaisissable et de l'inconnu, la chorégraphie déréglée des corps dans les batailles de rue, qui nous suggère que l'aventure de la vraie vie n'est pas loin car elle peut être juste là, au coin de la prochaine rue. Et puis, bien évidemment, comme on est dans le domaine d'une forme de l'art romantique, la phase destinale ne peut être qu'une révélation, une apparition, un dévoilement par la grâce des corps libérés et du chant des mots, qui, en arrachant les choses à elles-mêmes pour mieux accéder à leur noyau brillant, à leur pure essence, font advenir le surgissement de l'authentique, la vérité des êtres et l'accouchement d'une communauté humaine (pré ou post-politique) pouvant enfin être saisie et vécue dans la transparence et l'immédiateté de sa présence à soi, etc. Ce courant poétique, que l'on peut originer dans le romantisme, chez Rimbaud, le surréalisme, le situa-



tionnisme et également si on cherche bien dans les écrits d'un certain K. Marx, rejoint sur certains points par les néo-vitalistes (5), a retrouvé une certaine vigueur dans la post-modernité, le post-structuralisme aujourd'hui passé de mode, où le monde, le "réel" s'efface, devient le règne de l'ineffable, de l'irreprésentable, où il n'est plus qu'un effet d'image, de simulacre, au mieux la perception fugace et incertaine de la surface des choses et que le savoir posé sur lui, sous couvert de crise du sens, ne peut plus que se déployer sous le signe du fragment, de la trace, faisant droit aux discontinuités, à la désorientation, au kaos... et selon toute certitude à la confusion et à l'inintelligible !

Entre d'un côté, des sciences sociales peu éclairantes sur les déterminations, les contenus propres et ce qui est en jeu dans ce type de mouvements parce qu'elles ont tendance à les replier dans l'indépassable et l'inamovible distribution des places et de l'autre côté, les partisans d'une révolution romantique du sensible, de la subversion de la vraie vie sous les auspices de la beauté des gestes transgressifs qui par des effets d'image et de leur expressivité supposée voient des révolutions ou des insurrections là où l'on en est au mieux qu'aux prolégomènes, il nous faut avancer modestement quelques réponses.

ACTE IV. QUE SERA, QUE SERA...

Tout au long des "vacances de Noël" des dizaines d'actions, de manifestations ont été organisées dans tous le pays sur l' exigence de libération des emprisonnés en mettant comme argument central la poursuite et l'extension de la rébellion comme condition de cette libération. Des actions de toutes sortes ont été menées afin de maintenir un niveau et un climat de confrontation permanentes : actions "armées" plutôt symboliques, opérations "coup de poing" de toutes sortes : dans les supermarchés, dans le métro avec sabotages d'automates de vente de billets... L'agression meurtrière au vitriol dont a été victime Konstantina Kuneva, une femme, d'origine bulgare , syndicaliste combative dans le secteur du nettoyage, a provoqué de nombreuses manifestations, occupation du métro avec organisation d'assemblées... Là aussi ce prolétariat actuel, invisible, féminin, de provenance étrangère, à 600 mensuels s'est retrouvé placé au centre du mouvement. L'obligation de travailler un dimanche de la fin décembre a provoqué la mobilisation des employés du commerce, avec intervention dans les galeries marchandes et blocage massif des artères commerciales du centre d'Athènes...

L'effervescence n'est pas retombée ; elle semble avoir perdu en spectaculaire ("l'émeute") ce qu'elle a gagné sous la forme d'une multiplication de luttes à caractère social en particulier dans des secteurs à haut niveau d'exploitation : nettoyage, employés de maison, commerce. Luttes éclatées, menées par de petits collectifs de travailleurs, souvent difficiles voire impensables en temps "normal" mais qui accèdent à une possibilité d'éclosion du fait même de la situation de visibilité et de la solidarité de tous avec tous que la rébellion a ouverte.

Cette effervescence permanente où l'action directe collective devient la règle va-t-elle s'installer, s'amplifier encore ? Les prochains développements à partir de la reprise officielle des cours et l'attitude du gouvernement, la capacité de faire libérer l'ensemble des arrêtés qui dans ces circonstances font toujours figure d'otages, les éventuels mouvements dans les pays voisins (les Balkans, les pays d'influence orthodoxe comme la Bulgarie, Roumanie, mais aussi la Turquie où les médias notamment TV ont semble-t-il largement couvert les évènements grecs...) donneront ou pas des raisons de poursuivre la lutte, des opportunités d'élargir les failles, d'ouvrir de nouveaux fronts. Car s'il devait y avoir un enjeu dans cet élargissement des brèches et leur multiplication, c'est d'essayer de changer les règles du jeu et de redistribuer les cartes du donné, du pensable et donc du faisable, de remettre à plat la définition et la distribution des places et des fonctions.

Pour le reste, on ne peut qu'en rester à des propositions très générales. La reconfiguration des possibles qu'ouvre une crise politique majeure doit trouver des débouchés, des prolongements à l'intrication et l'articulation du politique et du social mais qu'il vaut mieux tenter de prendre par les deux bouts : d'une part faire vaciller le pouvoir de l'oligarchie et la parole des experts qui ont confisqué la politique en lui opposant un autre pouvoir, la puissance du dèmos, le pouvoir du peuple, sa capacité politique (6) et d'autre part mettre en question, en acte, un modèle social-économique qui s'impose au plus grand nombre par la violence de l'exploitation, l'injustice de la dépossession, la dépendance, un présent et un futur évidé par l'ennui que répand la modernité capitaliste-marchande.

Pour faire vite, on peut dire qu'un mouvement acquiert une dimension révolutionnaire si quelques conditions sont satisfaites. Citons-en deux.

La première c'est lorsque qu'une contestation politique est suffisamment puissante pour devenir "instituante-désinstituante" : en "dés-instituant" les formes du pouvoir politique de l'Etat, en défaisant le pseudo espace public réservé au seul jeu des institutions, au monopole de ceux qui les font marcher et au système des médias qui le fait exister et dans le même temps en "instituant" autre chose, en avançant la constitution du peuple comme son propre sujet politique, quitte pour ce faire à ce qu'il se sépare d'avec lui-même, qu'il procède à une opération de dédoublement, qu'il créé une distance, un écart entre un "nous"(le peuple parlant) et un "il" (le peuple dont il est question), entre un sujet d'énonciation et le sujet énoncé.

La seconde condition c'est quand la révolte sociale commence à prendre en charge la redéfinition de l'ordre du travail (son exploitation, le régime juridique de propriété des moyens et des produits...) et de la production des biens pour l'arracher de la sphère de la nécessité et l'élever à celle de la liberté, à le sortir du domaine privé ou civil pour le hisser dans le champ de l'intérêt commun, par exemple par l'élaboration et la mise en discussion d'un certain nombre d'idées quant à ses modalités, à ses contenus, à ses finalités, à l'évaluation de ses degrés de nécessité et d'utilité donc, afin que tout ceci soit bien l'objet de choix, matière à délibération et à décision ; autrement dit que cet ensemble d'activités humaines soient pleinement incorporées dans l'espace du politique. Politique voulant dire ici pouvoir du peuple, puissance de sa liberté, capacité de « n'importe qui » (Rancière) c'est-à-dire de l'égalité : capacité de pensée, de parole, de l'exercice de son savoir et de l'usage de ses compétences, pouvoir de concevoir, et de décider.

Parce qu'il n'y a pas plus de nécessités que de données objectives. C'est là l'enjeu d'une politique de l'émancipation, et du conflit, du polemos qu'elle suppose et qu'elle contient. La politique est une lutte entre deux mondes : « entre un monde où les données sont objectivables, où les experts les traduisent en décision et un monde où il y a d'abord un débat sur les données elles-mêmes et sur ce qui est capable de les définir »(7).

En attendant, ces journées de décembre ont produit un vent de Sud-est réjouissant. Elle ont mis en circulation, bien au

delà de la Grèce, cette donnée, cette idée simple que le sentiment de l'injustice contenait toujours en lui celui de la révolte, qu'il y a toujours plus d'excellentes raisons de se révolter et que ce sont, comme en mai 68 et dans d'autres occasions trop peu nombreuses, les révoltes du peuple qui créent les mouvements et que ce sont ces mouvements, ces dynamiques collectives, ces actions qui créent les rêves et non l'inverse.

Le 16 janvier 2009
J.F.

(1) Médias audiovisuels qui ne peuvent se départir de leur registre commercial habituel : le traitement de l'actualité, ici des "émeutes", sur le mode du choc et du frisson, avec des tics scénaristiques bien rodés, à base d'épouvante et de chaos : les barbares, les sans feu ni lieu, les nihilistes sont dans la place, et, de son côté, l'Etat semble bien absent ("La Grèce sans Etat", édito du "Monde" du 9 décembre 2008), débordé, bien impuissant, etc.

(2) Il y a dans le mouvement anarchiste grec une longue tradition d'action directe et d'illégalisme. Ce qui n'empêche pas une très forte présence dans le panorama politique : rappelons que ce mouvement provient des dernières années de la dictature, du soulèvement de l'Ecole polytechnique de 1973. Depuis le mouvement anarchiste a été présent sur de nombreux "fronts". Très actifs sur la solidarité internationale, que ce soit à l'occasion de campagnes pour libérer tel ou tel camarade ou pour appuyer des mouvements de lutte (du zapatisme au CPE de France en passant par les okupas de l'Etat espagnol...). Ces derniers mois, ces camarades ont été très mobilisés en solidarité avec les luttes des prisonniers (qui ont été jusqu'à 7000 en grève de la faim, au mois de novembre 2008), avec celles des demandeurs d'asile contre les charges de police ou dans des opérations ponctuelles à caractère social : à plusieurs reprises, dans la banlieue athénienne, à Salonique, ils ont mené des opérations "récupération-redistribution" de marchandises dans divers supermarchés s'attirant la sympathie de pas mal de monde.... Ils refusent l'étiquette journalistique de "Robins des villes" car ils veulent surtout montrer que ces actions ne sont pas seulement utiles et justes mais qu'elles sont possibles et donc possiblement à la portée de tous... Il y a par ailleurs toute une série de squats, de centres sociaux...

(3) Confédération unique pour le secteur privé, elle a la particularité d'être co-dirigée par la droite (Nouvelle Démocratie, le parti au



pouvoir) et le parti communiste, et pour faire bonne mesure et n'oublier personne avec la participation de bonzes du Pasok (le PS local). Soit les trois partis politiques qui dominent la vie institutionnelle du pays.

(4) Déclaration de l'Assemblée générale des travailleurs insurgés d'Athènes, occupant le siège de la GSEE (Confédération générales des travailleurs de Grèce), le 17 décembre 2008.

(5) Issus d'une alchimie entre le foucaldisme tardif (la Volonté de savoir) et les théories désirantes des flux (Guattari, Deleuze), matiné d'un spinozisme relu avec les lunettes de l'autonomie post-opéraiste (Negri) En fondant la politique sur la vie, les néo-vitalistes disent que tout est politique, que la politique est l'expression de la nature de toutes choses. Elle réfute donc les écarts et le séparé. La biopolitique qui fait corps avec la naturalité est à la fois l'essence et la substance de l'être en commun, la puissance immanente qui met du commun dans la communauté. Mais alors, s'il y a immanence, si la politique devient la vérité de l'être, où et comment peut surgir une volonté de communauté identifié par ailleurs à l'essence non-voulue de la communauté ?

(6) Le pouvoir du peuple est « simplement le pouvoir propre à ceux qui n'ont pas plus de titre à gouverner qu'à être gouverné ». J.Rancière, *La Haine de la Démocratie*. Ed La Fabrique

(7) "Les territoires de la pensée partagée". in *EspacesTemps.net*, entretien avec J.Rancière. [http://espacestemps.net/document2142.html]

Un mouvement mythique, le « 17N »

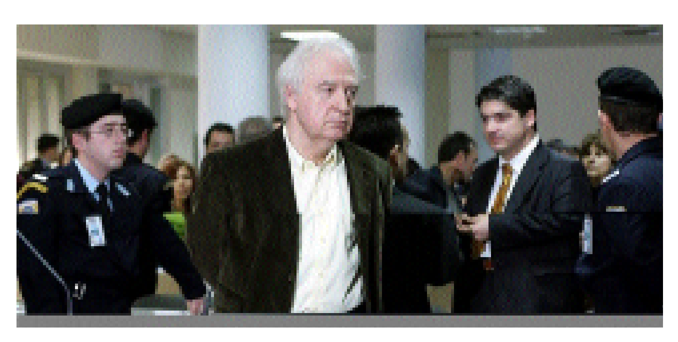
Un spectre semble revenir périodiquement dans l'imaginaire répressif de l'Etat grec, le mouvement du 17 novembre. Plus de 25 ans d'existence sans aucune arrestation avant son démantèlement en 2002, plus de trente actions armées, il s'agit vraiment d'un groupe à part dans le paysage de la lutte armée en Europe après 1968.

Le 14 novembre 1973, des étudiants occupaient l'Ecole polytechnique d'Athènes et défiaient la dictature militaire qui écrasait le pays depuis 1967. : "Elefthéria-Psômi-Paideia" (liberté, pain, éducation), clamaient les banderoles. Un Comité d'étudiants de 13 des 15 grandes écoles se réunit. Leur radio émet dans tout Athènes. A Thessalonique et à Patras, des faits similaires se déclenchent immédiatement. La police n'intervient pas de suite et, toute la journée du 15, des dizaines de milliers de personnes affluent dans le centre de la capitale pour soutenir les étudiants. Le 16, chars et militaires commencent à occuper les rues : les affrontement commencent. Le 17 l'assaut est donné à l'Ecole polytechnique, des dizaines d'étudiants sont tués. La révolte est écrasée dans le sang. La junte ne s'en remettra pas. Lorsque l'année suivante, elle décide d'intervenir à Chypre pour contrer la Turquie, elle se heurte à une majorité de la population qui refuse l'enrôlement de nouveaux soldats et une aventure qui ne peut que déboucher sur une nouvelle guerre. Le régime des colonels, miné, cède la place fin 1974 à une pseudo démocratie dirigée par Karamanlis.

C'est cette date du 17 novembre qu'un groupe, décidé à mener une lutte clandestine et armée dans le pays, prit comme nom peu après. L'organisation se définissait comme *révolutionnaire, anti-capitaliste et anti-impérialiste*. C'est aussi de cet événement que date l'interdiction faite à la police de pénétrer dans une enceinte universitaire et qui fut un enjeu important dans le mouvement actuel.

Menées entre 1975 et 2000, les actions furent principalement ciblées, dans une première période, contre des tortionnaires qui avaient œuvré pendant la dictature, et contre la CIA et les Etats-Unis qui avaient soutenu et porté les colonels au pouvoir (et soutenait maintenant le nouveau gouvernement). Ce qui, à n'en pas douter, explique une certaine popularité dont le groupe jouissait dans un pays dont l'Etat assurait l'impunité aux fascistes du régime précédent et dont la police se déchaînait périodiquement contre les manifestations revendicatives (17 morts entre 74 et 96), et contre les immigrés victimes de nombreuses «bavures». Ensuite, à partir de 90 le groupe s'en prend davantage à des industriels, et à des diplomates turcs, ce qui fut interprété par certains comme un tournant nationaliste.

Ce mouvement du 17 novembre n'est en rien comparable aux tentatives italiennes, allemande ou française des BR, RAF, AD et autres... Ces dernières sont nées du « 68 européen », tandis que le «17 novembre» a ses racines qui plongent dans la lutte, déjà clandestine, contre les colonels de Papadopoulos et même, plus profondément encore, si on songe qu'à peine plus de quinze années sépa-



Alexandre Gitopoulos, «la source du mal», selon la police ! Condamné à 21 fois la perpétuité

rent la fin de la seconde guerre mondiale en Grèce du putsch de 1967. (Voir «Ces jours sont les nôtres», *Courant alternatif* janvier 2008).

Autre différence, une structure beaucoup plus décentralisée que ses homologues européens qui explique en partie sa durée. Ses membres, certes fichés pour leur activité contre la dictature déjà avant 68, n'avaient plus d'interventions publiques et menaient une vie « tout à fait banale » avec, sans doute, pratiquement pas de réunions.

Le 68 européen ne fit que renforcer et irriguer ces structures, nées en partie dans la diaspora et nourries de toute une réflexion propre à l'histoire du pays : scission entre un PC extérieur inféodé à Moscou et un PC intérieur, présence de multiples groupes plus ou moins trotskystes issus des PC (avec des personnalités comme Pablo, Castoriadis ou Gitopoulos, le père du principal accusé lors du procès du groupe), et perméables à l' »esprit de mai » grâce aux contacts établis dans l'après 68 avec des milieux militants plus autogestionnaires et moins avant-gardistes.

COMMENT LE GROUPE EST TOMBÉ, LE PROCÈS.

Le 29 juin 2002 une bombe explose entre les mains de Savas Xiros, au Pirée. S'en sont suivies une vague d'arrestations menant à des éléments à charge basées uniquement sur les déclarations arrachées à Xiros, dont on imagine le traitement qu'il dû subir : coups, administration de psychotropes etc.



Dimitri Koufontinas

Le procès s'est ouvert en mars 2003 dans le pire climat possible pour les accusés : c'est l'époque, après le 11 septembre, où l'antiterrorisme devient une croisade mondiale. En France, même après l' «affaire de Tarnac» on a de la peine à imaginer ce que fut, en Grèce, la période de l'instruction de ce procès. Aveux extorqués sous la pression, puis démentis, délation, pressions sur la presse désignant les journalistes qui dénonçaient les méthodes policières comme des complices des «assassins», régime d'isolement pour les prisonniers tentant de faire passer des informations à l'extérieur, interrogatoires sans avocats, menace d'extradition vers les USA, les suspects étaient déjà condamnés avant le procès.

La fonction de cette mise en scène était d'éradiquer de la mémoire l'histoire moderne de la Grèce, de sortir le groupe du contexte de la lutte contre la dictature, pour le réduire à une organisation terroriste s'en prenant à la démocratie. Exit les luttes contre les lois d'exception qui faisaient des communistes des criminels a priori, exit la non épuration des forces de l'ordre après la junte. Exit la violence de l'Etat contre les mouvements sociaux. Exit le soulèvement de 1973 qui ouvrit la porte à la chute des colonels portés au pouvoir depuis 1967 et soutenus par tout le monde occidental.

Les repentis comme celles et ceux qui ont avoué quelques faits ont toujours déclaré que le 17 novembre n'était pas une organisation hiérarchisée, mais une liaison de cellules autonomes. Une explication, qui, évidemment n'a jamais convenu à la police, il lui fallait un «chef», la «source du mal» selon le procureur. Elle l'a trouvé en la personne d'Alexandre Gitopoulos (64 ans) qui fut condamné à 21 fois la perpétuité sans qu'il ait été l'auteur direct d'un seul des « crimes qui lui étaient reprochés. Le «professeur de Paris qui avait connu JP Sartre et fréquenté des soixante-huitard», «né en France et marié à une française», «fils du leader historique des trotskistes Dimitris Giotopoulos», fut le seul à être accusé d'instigation morale du groupe. Dimitris Koufodinas (49 ans) a dit au tribunal qu'il assumait la «responsabilité politique» de toutes les actions du groupe. Le tribunal a jugé coupables Dimitris Koufontinas, Savvas Xiros, Hristodoulos Xiros, Vassilis Tzortzatos, Dionyssis Georgiadis, Vassilis Xiros, Costas Karatsolis, Thomas Serifis, Pavlos Serifis, Alexandros Giotopoulos, Nikos Papanastasiou. Récemment leur peine a été allégée : en Grèce cela veut dire qu'au lieu d'être condamnés à 21 fois la perpétuité il ne le sont plus que 17 fois.

JPD

Liste non exhaustive des actions du 17 Novembre

23 décembre 1975 : le chef du bureau de la CIA à Athènes Richard Welch est tué. C'est l'acte fondateur du groupe.
15 décembre 1976 : exécution d'Evangelos Mallios, un policier tortionnaire sous la dictature militaire.
16 janvier 1980 : Le n°2 des forces anti-émeutes et de son chauffeur, sont tués dans un attentat.
15 novembre 1983 : exécution du capitaine George Tsantes de l'US Navy et de son chauffeur.
avril 1984 : le sergent américain Robert Judd est blessé dans un attentat.
21 février 1985 : assassinat du directeur du journal de droite "Apoghevmatini" et de son chauffeur.
27 novembre 1985 : Un policier anti-émeute, Nikos Georgakopoulos, est tué.
8 avril 1986 : assassinat de l'industriel Dimitris Angelopoulos.
24 avril 1987 : 11 soldats américains blessés dans un attentat contre leur autocar.
10 octobre 1987 : neuf soldats américains blessés dans un attentat.
janvier 1988 : Assassinat de l'américain Georges Carros.
1er mars 1988 : L'homme d'affaires Alexandros Athanassiadis est tué.
28 juin 1988 : le capitaine William Nordeen, attaché naval de l'ambassade américaine, meurt dans un attentat à la voiture piégée.
10 janvier 1989 : exécution du magistrat Costas Androulidakis
26 septembre 1989 : assassinat du porte-parole de la Nouvelle Démocratie (conservateur).
20 novembre 1990 : tirs de roquettes contre le millionnaire Vardis Vardinoyiannis, qui en réchappe.
25 janvier 1991 : attentats à la bombe contre des banques américaines, britanniques et françaises.
28 janvier 1991 : tir de roquette sur les bureaux d'American Express.
12 mars 1991 : Un sergent de l'US Air Force est tué.
16 juillet 1991 : un attentat à la bombe blesse le chargé d'affaires turc Deniz Bolukbasi et deux employés de l'ambassade.
7 octobre 1991 : assassinat de l'attaché militaire turc Cetin Borgu.
2 novembre 1991 : attentat contre un autocar de la police anti-émeute : 1 mort.
14 juillet 1992 : Attaque à la roquette contre le ministère des Finances, Ioannis Palaiokrassas.
1993 : tentative d'assassinat du député Eleftherios Papadimitriou.
24 janvier 1994 : L'ancien président de la Banque nationale de Grèce est tué.
4 juillet 1994 : assassinat du n°2 de la mission diplomatique turque.
15 février 1996 : tir de missile anti-char sur l'ambassade américaine.
28 mai 1997 : assassinat de l'armateur greco-britannique Constantinos Peratikos.
8 avril 1998 : tir de roquette sur la Citibank.
16 mai 1999 : tir de roquette sur la résidence de l'ambassadeur d'Allemagne.
8 juin 2000 : exécution de l'attaché militaire britannique Stephen Saunders.

Nous déterminerons notre histoire nous-mêmes !

Dimitri participe au regroupement des travailleurs précaires et est aussi membre de l'ESE, syndicat anarchosyndicaliste (proche de la CNT). Nous l'avons rencontré et il nous a précisé un certain nombre de points.

l'*occupation du siège de la confédération générale du travail de Grèce (GSSE) en décembre*.

La confédération unique du travail est un syndicat étatique. Quelques jours après la révolte, une grève générale était annoncée. La GSSE n'a même pas participé aux manifestations, sur injonction du 1er ministre. Les leaders syndicaux annulèrent tout simplement les manifestations prévues. Pourtant de nombreux travailleurs voulaient faire quelque chose.
L'occupation s'est organisée très tôt le matin à quelques pas du quartier d'Exarchia et de l'Ecole Polytechnique occupée également. Elle s'y installera pour une semaine. Les banderoles déposées sur la façade sont signées de l'assemblée générale de travailleurs insurgés. Elles réclament : La libération immédiate des détenus, le retrait des charges contre les interpellés, l'auto-organisation des travailleurs, la grève générale.
Dans cette occupation on trouvait de nombreux travailleurs précaires, issus par exemple d'un syndicat des coursiers (secteur privé), où sont impliqués de nombreux anarchistes. Il y avait là des chômeurs, des intérimaires, des migrants, des enseignants du privé, des ingénieurs-architectes à statut précaires, des employés de librairies organisés. Il s'agissait pour cette assemblée de se réapproprier le siège et d'en faire un espace libre pour les travailleurs.

Relations avec les bureaucrates ::

Très vite ils ont essayé de nous expulser, dès l'après midi, à l'aide de nervis, mais nous avons répliqué entre autre avec des slogans, et appelé à un rassemblement devant le siège où près de 800 personnes de l'assemblée de la fac de droit et d'économie ASOEE sont venu pour nous appuyer.
Les niveaux et formes d'auto-organisation se sont révélés. Ainsi, l'occupation a démontré qu'elle pouvait gérer cet espace aussi bien, voir mieux, que la confédération d'Etat ne le faisait. Gestion quotidienne de la cafétéria, absence de fumée dans les assemblées générales et milliers de tracts distribués dans les boulevards proches.
Mais sur le fond, les AG se sont employées à réfléchir sur les moyens de lier le plus grand nombre de travailleurs à la révolte généralisée. Pendant la révolte, il n'y a pas de bannières, on est tous militants, tous combattants !
L'ESE est un regroupement syndical de travailleurs précaires, anarcho-syndicalistes. Cette sensibilité est une composante de l'assemblée parmi d'autres anarchistes. Nous avons décidé durant ce mouvement de ne pas apparaître en tant que groupe anarcho-syndicaliste proche de la CNT. L'extension de la révolte dans le pays a porté dès le lendemain plus de 10 000 personnes dans les rues. Nous avons pensé que vis à vis de cette situation de révolte généralisée, la pire des choses aurait été de faire la publication de soi comme syndicat, la promotion de notre groupe syndical. La plupart de nos membres participaient aux occupations et nous ne trouvions pas de sens à apparaître ainsi mais plutôt de se fondre dans le mouvement. Nous avons constaté qu'il y a eu même des groupes anarchistes qui ont voulu agir avec leurs bannières, mais ils ont été dépassés. Pendant le mouvement, ce n'était pas le moment de se montrer, nous étions tous militants, tous combattants ! Cette position politique crée des tensions avec les groupes anarcho-syndicalistes de Thessalonique qui ne l'entendent pas de la même manière.

L'exaction patronale contre Constantina Kouneva

Le 23 décembre 2008, Constantina, secrétaire générale du syndicat Panattica qu'elle a créé, est agressée dans la nuit à son domicile par une milice patronale qui l'asperge de vitriol. Très gravement blessée, elle est toujours hospitalisée dans un comas médical. Femme, immigrée, syndicaliste active, mère d'un adolescent. Tous ces éléments ont fait d'elle une cible privilégiée.
Constantina fait partie de ces centaines de travailleuses immigrées qui bossent dans le ménage pour la société Oikomet dirigée par un membre du PASOK (le parti socialiste). Cette société emploie officiellement 800 personnes et officieusement le double. Salaires impayés, contrats en retards ou encore contrats signés en blanc dont les conditions sont remplies à posteriori. La société est passée maître en matière de terreur patronale, d'embauche exclusive de travailleuses immigrées. En fin d'année 2008, le patron voulait faire signer au personnel une fausse déclaration reconnaissant avoir perçu le treizième mois. Elles ont toutes refusé et fait valoir publiquement leurs droits. Le treizième mois a fini par leur être versé.
L'attaque meurtrière à été menée après cette lutte collective. En riposte à cette agression, le 27 décembre, l'assemblée de solidarité à Constantina Kuneva occupe le siège de l'entreprise du métro d'Athènes où l'entreprise Oikomet a le monopole du nettoyage. Durant deux jours elle organise des AG, l'information dans le métro et des moments de gratuité. Elle agit également en manifestant au siège de l'entreprise protégée par les flics et dans le quartier d'habitation de Constantina. Le 06 janvier une manifestation est organisée devant le siège du ministère du travail. Mais le syndicat de nettoyage ne rejoint pas le rassemblement On évoque de la crainte, de nouvelles menaces! L'action d'occupation du ministère ne sera pas menée en-dehors du syndicat de nettoyage. Dans la ville, une affiche a été réalisée en soutien à la lutte de Constantina.

Brève

L'Appel des appels

La multiplication des actes de désobéissances, de contestations des décrets ou de lois, d'abrogation de mesures, etc., connaît un certains succès ces dernières années. La tentative de fédérer tout cela dans un appel des appels a connu un certains succès médiatique en ce mois de janvier. Nous ne savons pas ce que donnera cette initiative, mais elle est pour le moins intéressante. En effet, la fonction de globalisation, de dépassement des intérêts particulier était jusque lors l'apanage des partis politique ou des syndicats. L'incurie des institutions politiques et syndicale est telle, qu'elles ne remplissent même plus cette fonction, et que ce sont les acteurs de ces mouvements qui proposent une mise en perspectives de leurs luttes parcellaires. C'est peut-être bien l'indice d'une réelle repolitisation de la société, et le début d'une affirmation d'autonomie du corps social à l'égard de l'Etat et de ses valets. A suivre donc.

OCL St-Nazaire

«Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, attirons l'attention des Pouvoirs Publics et de l'opinion sur les conséquences sociales désastreuses des Réformes hâtivement mises en place ces derniers temps.
A l'Université, à l'École, dans les services de soins et de travail social, dans les milieux de la justice, de l'information et de la culture, la souffrance sociale ne cesse de s'accroître. Elle compromet nos métiers et nos missions.
Au nom d'une idéologie de "l'homme économique", le Pouvoir défait et recompose nos métiers et nos missions en exposant toujours plus les professionnels et les usagers aux lois "naturelles" du Marché. Cette idéologie s'est révélée catastrophique dans le milieu même des affaires dont elle est issue.

Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, refusons qu'une telle idéologie mette maintenant en "faillite" le soin, le travail social, l'éducation, la justice, l'information et la culture. Nous appelons à une Coordination Nationale de tous ceux qui refusent cette fatalité à se retrouver le 31 janvier 2009 à Paris. »
http://www.appeldesappels.org

INTERNET - SIGNALEMENT

Le ministère de l'Intérieur vient de mettre à la disposition des citoyens un portail « Internet - Signalement ». « En cliquant sur le bouton SIGNALER vous pouvez transmettre des signalements de contenus ou de comportements illicites auxquels vous vous seriez retrouvés confrontés au cours de votre utilisation d'Internet ».

« Ce signalement peut se faire de manière anonyme » mais le ministère de l'Intérieur ne dit pas que la police scientifique a les moyens d'identifier tous les anonymes. Tout signalement sera conservé 10 ans dans la base de données du minis-tère, ... puis effacé ! On peut dénoncer les faits suivants : Pédophilie ; incitation à la haine raciale ou provocation à la discrimination de personnes en raison de leurs origines, de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap ; menace ou incitation à la violence ; trafic illicite ; mise en danger des personnes ; incitation à commettre des infractions ; spam ; injure ou diffamation ; escroquerie. On peut constater que ce panel devrait permettre une délation très large. Une personne demandait dans un forum si on pouvait «signaler le soutien des crimes de guerre à Gaza dans les articles de Glusksmann dans "Le Monde" ou de BHL dans "Le Point" ? ».

Ces appels à la délation citoyenne de la part de l'Etat tendent à se multiplier. Dans notre numéro de décembre, nous avions repris l'appel à la délation trouvé sur le site de la préfecture de l'Isère : « « Aidez la police nationale dans son action au service des citoyens. Vous pouvez transmettre vos renseignements (témoignages, photos, vidéos) à l'adresse suivante : ... Confidentialité garantie ».

Cette information a été largement reprise, à tel point que cette préfecture l'a retirée. La personne qui a fait connaître cet appel a téléphoné à cette préfecture pour connaître les raisons et le responsable de ce retrait. Elle n'a, bien entendu, obtenu aucune réponse.

NOS ORDINATEURS VONT ÊTRE SURVEILLÉS LÉGALEMENT !

L'Etat français réfléchit à un projet de loi qui permettra aux forces de l'ordre d'infiltrer et surveiller les ordinateurs de n'importe quel citoyen, avec l'autorisation de la justice.

Au Royaume-Uni, le législateur semble vouloir passer le cap plus rapidement encore. Le département britannique de l'Intérieur, le Home Office, annonce une mise en place rapide d'un plan permettant aux policiers de Scotland Yard de s'introduire, sans être obligés de demander l'accord de la justice, donc sans mandat, dans les ordinateurs personnels de n'importe quel britannique. La police, et les services secrets pourront installer un cheval de Troie dans n'importe quel ordinateur afin d'accéder à distance aux ordinateurs et aux informations de la cible d'une enquête. Les policiers pourraient agir dès qu'un crime, puni de plus de trois ans de prison, est susceptible d'être commis.

Quant à la France, nous attendons la publication du projet de loi...

TRANSMISSION INFORMATISÉE DES PAPIERS DES ÉTRANGERS

Pôle emploi, qui regroupe l'ANPE et les Assedic, prévoit une transmission informatisée à la préfecture des papiers des étrangers lors de leur inscription.

Cet essai de transmission n'est pas nouveau. Il découle d'un décret du 11 mai 2007 pris en application de la loi Sarkozy sur l'immigration datant de juillet 2006. En octobre - novembre 2007, tous les syndicats de l'ANPE, des Assedic et l'ensemble des organisations patronales et syndicales siégeant à l'Unedic avaient décidé que leur rôle n'était pas de transmettre les papiers des demandeurs d'emploi étrangers aux préfectures. Les syndicats de l'ANPE avaient demandé l'abrogation du décret du 11 mai 2007 en s'appuyant sur une convention de l'Organisation Internationale du Travail qui interdit un traitement discriminatoire des travailleurs étrangers. Sans suite... évidemment !

La transmission qui devait se faire chaque jour par envoi recommandé avec accusé de réception aux préfectures avait été largement perturbée par les organisations syndicales (FO, CGT, CFDT, SNU/FSU, SUD, ...) et plus largement le personnel qui refusait d'être des auxiliaires de police. Mais le pouvoir vient de revenir à la charge avec une « solution informatique » testée en douce à Bordeaux. Les syndicats, pour une fois unis, se mobilisent. A suivre !

Notons que les demandeurs d'emploi étrangers ne sont et ne seront pas informés de cette transmission au motif que « nul n'est censé ignorer la loi » !

FICHAGE DES SDF D'AUBERVILLIERS

Elaborée voici 1 an, une carte recense les SDF régulièrement présents dans la ville d'Aubervilliers (93/Région parisienne) et s'accompagne d'une fiche comportant les prénoms et noms des personnes, leur localisation, leurs habitudes, leur état de santé et un point sur leurs droits sociaux. Cet outil a été mis en place par tous les services municipaux sous couvert du Maire. Ce fichage est réalisé par trois agents techniques qui sillonnent la ville en plus des renseignements donnés par des associations comme la Croix-Rouge.

D'après la directrice du Centre Communal d'Action Sociale cette cartographie des SDF permet « de remettre en place les droits sociaux des sans-abri ». Soit, c'est pour leur bien ! Mais nous pouvons alors nous demander pourquoi cette mairie fiche aussi leur état de santé ? La réponse nous est venue de la bouche même du Maire du Parti Socialiste : « Si un SDF d'Aubervilliers décédait de froid, ce serait un déshonneur pour la ville »...

TENTATIVE DE FICHAGE DES ÉLÈVES MAJEURS ÉTRANGERS

Dans un lycée professionnel de Haute Garonne, une note de service du proviseur diffusée le jour de la rentrée de janvier invitait les professeurs principaux des terminales CAP et BEP à demander des justificatifs de nationalité aux élèves étrangers en vue de leur inscription au CAP ou au BEP. Rien dans les textes n'exige aujourd'hui une preuve de nationalité pour s'inscrire à un examen. Les profs ont donc refusé. En fait cette demande ne provenait pas directement du proviseur. Il exécutait simplement une demande de l'Inspection Académique de ce département. En y regardant de près, l'administration peut identifier les élèves étrangers majeurs qui passent le bac en comparant le fichier examen et le fichier de la JAPD (Journée d'Appel de Préparation à la Défense) où le certificat est exigé pour tous les élèves de nationalité française majeurs. Mais elle ignore la nationalité de ces jeunes majeurs étrangers. Avec cette nationalité, ce serait une information efficace pour la préfecture dans sa chasse aux jeunes majeurs sans papiers. Nous ignorons à ce jour si des lycées de ce département ont fiché les élèves étrangers majeurs et si cette directive était en fait nationale.

UN LYCÉEN REFUSE UN PRÉLÈVEMENT D'ADN

Mikaël, lycéen de 19 ans a été arrêté et placé en garde-à-vue après la manifestation pour l'éducation nationale du 10 décembre dernier à Saint-Nazaire. Lors de cette garde-à-vue, Mikaël a refusé un prélèvement d'ADN.

Il comparaissait le mardi 20 janvier 2009 au tribunal de Grande Instance de Saint-Nazaire pour dégradation de poubelle et refus de prélèvement ADN.

Le fait de se soustraire à un prélèvement ADN est passible d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Depuis la loi dite de « sécurité intérieure » (LSI) de 2003, le fichage des empreintes génétiques a été élargi à un très grand nombre d'infractions, et se pratique en dehors de toute condamnation. Il s'agit d'une remise en cause de la présomption d'innocence, destiné à ficher une partie de plus en plus grande de la population. 25.000 nouvelles empreintes par mois, viennent alimenter le FNAEG (fichier national automatisé des empreintes géné-

tiques) qui a passé en janvier la barre du million de personnes fichées. La durée minimale de conservation des empreintes est de 25 ans dans le cas de personnes suspectées selon des "indices graves et concordants" et de 40 ans pour les personnes condamnées.

Près d'une centaine de personnes se sont retrouvée au Tribunal de Saint-Nazaire pour soutenir Mikaël, et refuser cette dérive sécuritaire inacceptable du fichage généralisé de la population. Des lycéenNEs pour l'essentiel, mais pas mal de soutiens locaux et nantais de différents réseaux syndicaux, politiques ou associatifs, qui ont dû rester à la porte du tribunal sous bonne garde, alors qu'il restait des places dans la salle d'audience !

Le réquisitoire du procureur a conclu sur une demande de 60 heures de travail d'intérêt général (ou 2 mois de prison avec sursis en cas de refus) pour une poubelle qui n'a même pas brûlée et 1 mois de prison avec sursis pour le refus de prélèvement ADN.

Le jugement est en délibéré, et sera rendu le mardi 3 février à 14H00. Le comité de soutien appellera à un nouveau rassemblement à cette occasion et envisagera les suites en fonction du verdict. Car si Mikaël est condamné pour "dégradation de bien public", il devra se soumettre à un test ADN, vu que cela fait partie des 137 délits qui justifient d'alimenter le FNAEG (un simple tag suffit !).

Par ailleurs en avril, 2 opposants à la construction de l'Aéroport de Notre Dame des Landes, près de Nantes, comparaîtront à leur tour à St-Nazaire, pour avoir refusé de donner leur ADN au cours d'une garde-à-vue qui faisait suite à une altercation avec des gendarmes sur le site.

OCL St-Nazaire

APPEL À LA DÉPÉNALISATION DU DÉLIT D'OUTRAGE

Le délit d'outrage est une exception française qui permet au fonctionnaire assermenté de faire condamner tout individu lambda. Ce délit est passible de 7500 euros d'amende et de 6 mois de prison … alors que l'injure à un « citoyen ordinaire » ne coûte que 45 euros. Ce délit d'outrage (souvent accompagné du label « rébellion ») est un délit très en vogue : De 17 700 faits enregistrés en 1996, on est passé à 31 731 en 2007. Il est utilisé par les polices, gendarmeries, contrôleurs assermentés des transports en commun pour couvrir les violences policières de plus en plus nombreuses, les abus d'autorité, des gardes à vue (+ 54 % en 5 ans) arbitraires. C'est aussi un bon moyen pour les policiers et les gendarmes d'arrondir leurs fins de mois et au pouvoir de faire grimper le taux d'élucidation des infractions.

A noter qu'un avatar de l'outrage a été remis au goût du jour 34 ans après : Le délit d'offense au président de la République.

Cet appel a été lancé par un collectif pour la dépénalisation du délit d'outrage (CODEDO) constitué de personnes condamnées ou poursuivies.

Contact : codedo.blogspot.com

PLUS FORT QUE SARKOZY…

Des annonces fleurissent depuis 1 an dans les Actualités Sociales Hebdomadaires, revue de l'action sociale, pour des postes en CDD d'Assistant/e Social/e ou de Travailleur/se Social/e dans des villes, avec recrutement par la Mairie pour les mettre à disposition du commissariat du lieu ! Ce n'est pas pour gérer l'alcoolisme et la déprime de ce personnel… Non, c'est pour les « usagers » volontaires ou involontaires de ces lieux.

Ce type d'emploi trouverait, paraît-il, son fondement dans l'article L 121-1-1 du code de l'action sociale et des familles de 2007, complément de l'article 2 de la loi Prévention de la Délinquance. Parmi les mairies recruteuses… on y trouve la mairie de Montreuil (93) dont la nouvelle Maire n'est autre que Dominique Voynet ex-ministre verte de la gauche plurielle des années Jospin. D. Voynet recrute un travailleur social pour le commissariat … et le contrat de travail serait un CDD de 3 ans ! C'est déjà en soi illégal car l'embauche en CDD de 3 ans n'est possible que pour les cadres « A » de la fonction publique alors qu'il ne s'agit là que d'un poste de rédacteur territorial (cadre « B »).

Mais… la loi dit « Une convention entre l'Etat, le département et, le cas échéant, la commune peut prévoir les conditions dans lesquelles un ou plusieurs travailleurs sociaux participent, au sein des commissariats de la police nationale et des groupements de la gendarmerie nationale, à une mission de prévention à l'attention des publics en détresse ». En conséquence, aucun recrutement direct par les Mairies ou Conseil Général, pour les placer dans les Commissariats, n'est actuellement légal. En effet, ce type d'emploi ne peut être qu'une mise à disposition par l'Etat et ne peut concerner que des fonctionnaires, agents titulaires de la Fonction Publique Territoriale. Tout cela pour dire que des maires (bleus, verts ou roses) tentent d'aller plus loin que cette loi sur la Prévention de la Délinquance où Sarkozy fut le maître d'œuvre et d'en ajouter même une louche dans la précarité de l'emploi.

ET EN PLUS NOUS SOMMES TRÈS MAL FICHÉS !

100 000 policiers ont accès au Système de Traitement des Infractions constatées (STIC), le plus gros fichier de la police. Ce fichier est consulté par les flics 20 millions de fois par an ! Les données enregistrées concernaient au 2 décembre 2008, sans limitation d'âge, 5,5 millions de personnes mises en cause et 28,3 millions de victimes pour un total de 36,4 millions de procédures.

Pour la première fois de son existence, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) a mené une enquête sur ce fichier. Il en ressort qu'environ 1 fiche sur 6 des personnes mises en cause est exacte ! Cela s'explique par le fait que les transmissions des suites judiciaires données aux affaires sont quasi inexistantes. Un cinquième des affaires classées sans suite a été enregistré dans ce fichier. Quant aux non-lieux et aux acquittements, ils ne sont quasiment jamais pris en compte.

Rappelons que le STIC est consulté pour le recrutement, l'agrément ou l'habilitation des personnes travaillant dans le domaine de la sécurité et pour les demandes de cartes de séjour des étrangers (regroupement familial, carte de 10 ans, …) et l'acquisition de la nationalité française. Mais ne vous inquiétez pas, la CNIL va tout faire pour que ce fichier fonctionne mieux… et évidemment il ne faudra pas compter sur cette institution pour œuvrer à sa suppression.

AU SOIR DU 31 JANVIER À PARIS

Une heure avant la manif en soutien aux « gens de Tarnac » (Julien Coupat étant maintenu en détention) et pour « ne pas se laisser terroriser par l'Etat », l'impressionnant dispositif policier était en place : dans toutes les rues autour du parcours Luxembourg-Denfert attendaient des centaines de Robocop, avec panoplie et attirail brevetés « antiterroristes ». L'objectif n'était-il pas déjà, avant d'utiliser cet énorme déploiement militaire, de convaincre à sa vue l'« opinion publique » que l'ennemi était d'envergure, à la hauteur du crime contre l'Etat ?

En face, quelques groupes arrivés en avance – peut-être avec les cars de province, où les nombreux comités de soutien aux inculpé-e-s de Tarnac ont poussé à la mobilisation sur cette journée pendant des semaines, en menant des tas d'actions (débats, concerts…) pour certaines durement réprimées (comme à Limoges). Mais la disproportion s'est vite atténuée, la mobilisation ayant fonctionné : pour finir, le cortège a rassemblé environ 3 000 personnes, je pense et des personnes décidées à passer outre la criminalisation de toute forme de contestation qu'opère le pouvoir avec l'aide des médias. Quant à la manif elle-même - où le cortège regroupant certaines des orgas libertaires ne représentait qu'une toute petite partie de l'ensemble (une masse de jeunes côtoyant des plus âgés) -, on en retiendra surtout qu'elle a été dynamique et assez festive, avec une pratique de la dérision mêlant musique, pétards et masques de carnaval qui a fait ressortir tout le ridicule de la mise en scène sécuritaire.

V.

De Camus à Onfray, une permanence libérale en milieu libertaire

Il a toujours existé dans le mouvement anarchiste un courant essentiellement culturel qui a revêtu, au cours de l'Histoire des formes allant d'un anti marxisme primaire à un individualisme forcené, d'un culte du moi à une méfiance viscérale des grands mouvements sociaux que nous prisons tant ! Actuellement ce courant prend des formes multiples et souvent contradictoires mais qui ont un point en commun, le rejet de l'idée de révolution sociale. C'est ainsi qu'on peut lire la montée d'Onfray au firmament de la pensée libertaire, puis sa chute brutale.

Dans *Siné hebdo* du 19 novembre 2008 Michel Onfray abordait en ces termes les arrestations qui avaient eu lieu à Tarnac le 11 : "Anarchistes, les saboteurs de TGV à la petite semaine ? Curieux qualificatif pour des rigolos qui servent surtout le dogme sécuritaire." Un peu plus loin : "la poignée de crétins qui, semble-t-il, jouissaient d'immobiliser les TGV en sabotant les caténaires…" ; enfin, il réutilisait de nouveau le terme "rigolo" mais en laissait tomber le "semble-t-il" : "la bande de rigolos qui croit contribuer à l'avènement du grand soir en stoppant cent soixante TGV…". Il recommandait à ces "demeurés" de relire Pouget et de s'en inspirer pour faire un "bon usage du sabotage" (le titre de son article).

L'affaire est à présent connue et, comme l'a écrit, je ne sais où, un blogueur, nous avons été des milliers à croire que Philippe Val (voir *Courant alternatif*, août 2008, "Charlie hebdo, De Val en pis") avait été embauché à Siné Hebdo ! Non seulement Onfray se moquait de la présomption d'innocence mais encore il le faisait dans des termes et sur un ton professoral et stalinien où le mépris le disputait à la haine. Et qui plus est, au nom de l'Anarchisme, le vrai !, celui dont il se targue d'être adepte, tandis que les inculpés de Tarnac, qui par ailleurs n'ont jamais prétendu s'y référer, ne seraient que d'innocents adolescents attardés et, sans doute, incultes. Mais n'insistons pas davantage, Claude Guillon a réglé son compte au philosophe libertaire de la plus belle manière qui soit dans le texte "Pourquoi Onfray-t-il mieux de se taire", (http://claudeguillon.internetdown.org/article.php3?id_article=243).

Après avoir passé en revue trois épisodes de l'offensive hivernale du chevalier Onfray, Claude Guillon nous prévient qu'il "n'écarte pas l'hypothèse d'un quatrième à venir". Eh bien il est venu pas plus tard que le 17 décembre dans le numéro 15 de *Sine hebdo*, sous le titre "Passez Noël avec Camus" où il s'emploie à encenser l'auteur de *L'étranger* par contrepoint à celui des *Chemins de la liberté*. Bien entendu les arguments contre Sartre ne manquent pas ! A commencer par la cécité et les égarements politiques d'un indécrottable compagnon de route qui, après avoir rompu avec le très stalinien PC français, ne trouve rien de mieux que, après 68, s'acoquiner avec des staliniens plus "tendance", les maoïstes de la Gauche prolétarienne. Mais après tout, Camus aussi fut, lui aussi, membre du PC, même s'il en fut exclu. Ce qui nous laisse pantois ce sont certains arguments d'Onfray : à ses yeux Camus est sain (*mens sana in corpore sano*), il joue au football, il aime le grand air et le soleil, Sartre est un parisien qui aime sortir le soir jusqu'à pas d'heure, qui se détruit - il fume, il boit ! -, il fait même de la boxe. Onfray nous dit : Camus veut s'engager en 39, Sartre découvre la résistance et l'engagement après la guerre. Or, en 1939, Camus écrit " Qu'est-ce que la guerre ? Rien. Il est profondément indifférent d'être civil ou militaire, de la faire ou de la combattre ". Comme personnage "engagé", il y a mieux. Finalement, au prix d'un choix qu'on pourrait qualifier de "sartrien" il s'engage tout de même… dans l'armée, (pas mal pour un libertaire !), mais il est refusé car il est tubar. Sartre, lui aussi, s'engage ; mais il n'est pas tubar et est fait prisonnier. Libéré en 1941 il opte tout de même pour la résistance (très pantouflarde selon Jankélévitch, mais résistance quand même !). En 1943 Camus prend la tête du journal clandestin *Combat*, créé en 1941 et il y fait écrire… Sartre et Henri Jeanson. A la libération Camus et Sartre travaillent ensemble dans le même journal et si des questions philosophiques les opposent, ce n'est qu'en 1952, huit ans seulement avant la mort de Camus, qu'il y aura réelle rupture. Jusque-là Camus n'avait pas vu, à l'inverse d'Onfray, autant de motifs de séparation. Onfray, en psy de salon suggère la vilenie sartrienne par un compte mal réglé avec son beau père qui lui aurait volé sa mère ! Que dire alors des rapports de Camus avec sa mère !!!

Enfin, il termine en disant que Sartre est devenu un philosophe pour classe terminale et Camus un philosophe intempestif. Mais c'est Camus qui accepte le prix Nobel en 1957 et Sartre qui le refuse en 1964 de manière quelque peu… intempestive, c'est vrai !

Les positions politiques de Camus

Ce sont celles d'un pied noir libéral qui renvoie dos à dos le colonisateur et le colonisé (1). Devinez donc quelle serait sa position aujourd'hui sur le massacre de Gaza ? Il refuse, en 1958, de signer une pétition contre la saisie du livre d'Alleg, *La Question* qui dénonce la torture pratiquée par l'armée française. En 1960, dans la même ligne, il refuse de signer *Le Manifeste des 121*. Mais n'en rajoutons pas, Sine lui-même, dans le même numéro de *Siné-hebdo* a dressé une liste des raisons que l'on peut avoir de ne pas apprécier Camus, malgré l'auréole de libertaire que lui accolent certains anars, comme ils le faisaient il y a peu encore, avec Onfray.

Car si il y a un parallèle à faire dans ces histoires entre Camus et Onfray, ce n'est pas l'inclinaison du second pour le



Camus en photo pour Le Libertaire (années 50)

premier, mais que les deux ont construit leur légende de libertaires grâce à l'adoubement d'une partie du mouvement anarchiste. Onfray a écrit dans *Le Monde Libertaire* et cela lui sert même de passeport de compétence, il y est abonné depuis l'âge de 17 ans et prétend n'avoir dit, dans cette histoire de Tarnac, que ce que la Fédération anarchiste avait proclamé dans son communiqué. Il est vrai, qu'à mes yeux en tout cas, le communiqué de la FA n'était pas "clean" : "désaccord sur ces actes de sabotage qui contribuent d'une part à développer l'incompréhension et la condamnation des opinions sur l'éventuel sens politique de ses actions, et d'autre part au renforcement des mesures répressives du Capital et de l'Etat", on prend ses précautions, au cas où... ; "Les anarchistes reconnaissent le droit inaliénable, individuel et collectif, à l'insubordination, à la révolte et à l'insurrection"... mais à condition d'être dans la bonne ligne, "L'action directe doit trouver son apogée dans la grève générale expropriatrice et autogestionnaire, prélude à la société libertaire à laquelle nous aspirons." Rien de bien extraordinaire dans ces déclarations, la dose d'idéologie et les généralités habituelles, mais justement, dites ce jour-là ça fait quand même "on ouvre le parapluie" au cas où. Imaginez ! S'ils étaient coupables, faudrait pas qu'on nous confonde avec eux ! Or précisément, ce jour-là, le 11 novembre, n'est pas le jour à faire dans la nuance jésuitique. Notre solidarité ne porte pas sur ce qu'il auraient fait ou non mais sur ce qu'ils sont et sur ce qu'on leur fait. La bonne ligne d'un militant anarchiste patentée, il y a d'autres occasions pour la défendre, s'il faut le faire. Mais, tout de même, la Fédération anarchiste réclamait la libération des personnes arrêtées, Onfray non ! Espérons que plus personne, dans le mouvement libertaire ne continuera à faire les yeux doux à ce futur Gluksmann.

Les positions politiques d'Onfray

Elles sont nettement moins originales que ses redécouvertes philosophiques.

On les trouve exprimées globalement dans le *Nouvel observateur*, en janvier 2007.

Il est "anti-libéral et défenseur du capitalisme". Il se dit gaullien, défend la Constitution de 1958 et l'élection d'un président au suffrage universel : il faut une rencontre entre un homme charismatique et le peuple et c'est ce que fut Mitterrand qui, de ce fait, a pu unifier la



Onfray mieux de ne pas oublier que sous la cagoule se cache un libertaire

gauche. Unifier la gauche, le rêve d'Onfray, qui pense que le problème c'est le manque d'un fédérateur.

En fait, être antilibéral et défenseur du capitalisme en même temps, c'est dissocier le mode de production basée sur la propriété privée (incontestablement "capitaliste" !) du mode de répartition des richesses par le marché libre (le libéralisme). Evidemment, selon nous, le mode de répartition est indissociablement lié au mode de production, mais enfin il n'est pas le seul à raisonner de cette manière que nous estimons être une erreur : c'est le cas de la très grande majorité du mouvement altermondialiste, des taxeurs tobiniens (qui, d'ailleurs, ne défendent plus guère leur revendication), des réformistes keynésiens...

Cette opinion, pas plus qu'une autre, ne mérite ni insulte ni mépris vis-à-vis de ceux qui y croient vraiment (c'est une tout autre chose de la part de qui l'utilise à des fins démagogiques), mais ce qui est certain c'est que ce n'est, en aucun cas, une optique anarchiste ! Tour à tour défenseur d'une union d'extrême gauche à l'initiative du PC qui "concentre le meilleur du PS et de l'extrême gauche", après avoir soutenu Besancenot puis se retournant vers Bové qu'il rejetait juste avant, de nouveau tenté par le NPA, rassurez-vous, braves gens, il finira par voter Royal... Bref, le personnage navigue à vue dès qu'il met le bout du doigt de pied dans la "concrétude", il fait comme de nombreux intellectuels de gauche (pensez à Morin ou Lefort), qui s'emberlificotent dans des méandres qu'ils ne maîtrisent ni ne connaissent). Onfray manque de temps pour bien analyser, il le dit lui même. Le gaillard court à droite et à gauche de conférence en conférence, de radio en radio, il écrit à la vitesse d'un Bourseiller (2), c'est dire ! Bref c'est un philosophe TVG qui sillonne la France en des temps record, un croisé de l'athéisme (ce qui explique peut-être son besoin d'être rassuré quant à la fiabilité des caténaires).

Piqué au vif par les critiques émises suite à ses positions dans Sine hebdo, notre professeur s'énerve et continue à administrer des leçons aux anarchistes : abolition des classes, disparition du salariat, suppression du capitalisme, voilà ce qu'Onfray déclare anachronique et illusoire. Il faut refonder la République, expulser la violence révolutionnaire, remplacer les partis par le pouvoir individuel, voilà son programme.

Alors libertaire Onfray, comme Camus ? Oui sans doute, dans le sens libéral et humaniste du terme. Mais pas révolutionnaire. Anarchiste ? Pourquoi pas, il ne nous appartient pas de décider qui l'est ou ne l'est pas, il nous suffit de dire qu'il y a des courants qui s'en réclament et avec lesquels nous n'avons pas grand chose en commun. Depuis très longtemps existe un mouvement anarchiste "culturel" qui se place en dehors de tout possibilisme révolutionnaire et rupturiste et pour qui la lutte des classes est une maladie. Depuis quelques années cette tendance renaît sous différentes formes et souvent après un passage outre-atlantique : individualisme, antispécisme, primitivistes, pour le pire, citoyennistes ou municipalistes pour les plus "sociaux" mais toujours culturels et très souvent universitaires. On assiste à une remise au premier plan de l'"individu" — L'Unique ! — au détriment du social et du collectif, archéologie du savoir puisé à la fois chez Nietzsche, chez les individualistes et les post anarchistes américains (Zerzan et Hakim Bey, p. e.), récupération et réduction du "changeons la vie ici et maintenant à un "savoir vivre anarchiste dans nos niches" emprunt de moralisme et de politiquement correct et volontairement déconnecté de toute analyse de classe de la société et du capitalisme.

Toute pensée est libre d'exister, mais libre à nous de ne pas la fréquenter même si nous portons la même étiquette. Quoique... N'ayant pas eu la possibilité de donner un coup de pied au cul de Camus, je serais volontiers volontaire pour botter celui d'Onfray, en tout cordialité bien sûr !

JPD

1. Ce qui, rappelons-le, fut le cas d'une partie des anarchistes pendant la guerre d'Algérie, comme à présent dans le conflit sur les territoire palestinien.

(2) L'ignoble fouille-merde, auteur d'une Histoire (falsifiée) de l'Ultragauche, auquel il faudra bien un jour tirer fermement les oreilles ou, même, pourquoi pas, entartrer avec dignité.

Sommet de l'Otan et contre sommet à Strasbourg en avril



Les chefs d'Etats, les bureaucrates et les militaires de l'Organisation Transatlantique Nord vont se rencontrer à Strasbourg et à Baden Baden en Allemagne les 3 et 4 avril prochains. Ce sera l'occasion pour les 60 ans de l'organisation militaire de mettre en place des décisions qui vont peser sur les conflits militaires en cours ou à venir. Mais ce sera aussi l'occasion en Europe d'un rassemblement important de celles et ceux qui depuis plus dix ans se rassemblent lors de tels sommet pour manifester. Altermondialistes, anti-globalisation, anti-capitalistes, anti-impérialistes, tous les termes qui qualifient, celles et ceux qui croient encore que ces rendez-vous sont des moments importants de la contestation.

L'OTAN, le coup de poing des intérêts américains

En avril 2008, la France et l'Allemagne annonçaient qu'ils allaient conjointement organiser le prochain sommet à Strasbourg et à Kehl. Le sommet qui se déroulait à Bucarest en Roumanie a été un tournant dans la politique américaine de l'OTAN. Les Etats-Unis de Bush venait pour la première fois de soutenir la mise en place d'une armée européenne. Dans un contexte qui lui était favorable avec une France gouvernée par Sarkozy, dont tout le monde connaît la position «atlantiste» (très proche des intérêts américains) et avec le besoin américain d'un renfort en Afghanistan, l'idée d'une armée européenne, plus connu sous le nom diplomatique d'une «Europe de la défense» connaissait des intérêts convergents. Evidement derrière le soutien états-uniens, il faut entendre le soutien anglais, véritable cheval de Troie des intérêts américains dans les enjeux capitalistes de la construction européenne, qui jusqu'à présent torpillait cette «construction de l'Europe de la Défense» ainsi que tous les projets économiques qui pouvaient aller à l'encontre des intérêts américains.

Lors de ce sommet en Roumanie, la France annonçait un renforcement de 700 soldats en Afghanistan ainsi que la prise en charge du commandement de la région centre afghane dont dépend Kaboul. Cette responsabilité sera marquée quelques mois plus tard par la perte sur le terrain des dix soldats français à 50 km de la capitale.

Idéologiquement à ce moment-là, ce virage est surtout une rupture de la diplomatie historique française (diplomatie de l'équilibre prenant en compte des facteurs contrariants) et un alignement sur la vision des Etats-Unis de Bush (axe du bien et du mal). Mais les enjeux se trouvent plus profondément ancrées que le cadre feutré de la discussion idéologique. Il s'agit évidemment de préserver et d'accroître les intérêts de chacun.

Les européens (France et Allemagne principalement) ne bénéficient pas des parts du gâteau que les américains s'offrent - douloureusement - dans leurs opérations au Moyen Orient. Il risquent même d'être privée des susucres qui pourraient jaillirent des prochaines «conquêtes». En interne, la construction européenne, avec tous ses avantages (diplomatiques, économiques) se trouve bloquée par tous les alliés proclamés des Etats-Unis (Grande Bretagne, Pologne, Hongrie, Tchéquie etc.). Ainsi, le cadre de l'Otan se trouve être le bon lieu de la réconciliation. C'est connu, de bonnes guerres ça soude les amitiés ! Surtout que les intérêts de tous ces pays (la France en premier) se souviennent de la très bonne expérience de la guerre en Serbie. Sous couvert d'une guerre «humanitaire», l'Otan avait sorti la Serbie de la sphère russe pour la faire entrer sous influence européenne. La France avait participé avec des bombardements intensifs sur toutes les infrastructures d'ingénieries lourdes (notamment les ponts) et cela avait permis la reconstruction de ces ponts par Bouygues. C'est cela aussi la guerre des capitaliste : détruire pour mieux reconstruire.

Cela peut surprendre mais l'opération «force alliée» en 1999 qui avait connu un nom tout révélateur en 1999, en bombardant la Serbie est toujours d'une grande actualité. C'était la première fois que l'Otan en tant que tel agissait de son propre chef, de manière unilatérale, faisant fis notamment du désaccord des Nations Unis. Quoi que puissent en penser les «humanitaires», la guerre avait essentiellement pour but de grignoter l'espace d'influence russe. On se souvient même que l'Otan avait même bombardé l'ambassade chinoise puisque la Chine, comme la Russie, s'opposait évidemment à cet accroissement hégémonique de l'influence occidentale menée par les Etats-Unis. Le soutien de l'Europe à la «révolution orange» en Ukraine en novembre 2004 et le soutient arrogant des Etats-Unis à Saakachvili depuis la «révolution des roses» en 2003 découlent de la même logique : contrer une Russie, qui retrouve maintenant des prérogatives de grosses puissantes, notamment avec un prix élevé de l'énergie (gaz et pétrole) qui lui est favorable puisqu'il en est un des principaux producteurs. Les conflits en Géorgie cet été, ainsi que «l'affaire du gaz» en Ukraine cet hiver doivent être analysés sous cet angle. Et ce qui attise les antagonismes est la volonté notamment américaine d'intégrer l'Ukraine et la Géorgie dans l'Otan. C'est ce qu'a préparé, il y a un an le sommet de l'Otan à Bucarest et qui devrait être ratifié à Strasbourg, en grande pompe, pour le 60ième anniversaire de cette organisation des guerres.

Ce qui devait se faire se fera finalement ou pas

Mais l'officialisation de la crise économique est passée par là et avec elle le grand sauveur Obama, qui a toute les caractéristiques pour redonner une légitimité à ces chefs d'orchestre de la misère. Aussi la Russie (et même la Chine) ne sont plus les cibles de la refonte du nouvel ordre. Le coup de force -gagnant- de la Russie cet été en Géorgie et la modification des enjeux principaux liés à cette crise économique ne rendent pas certain l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'Otan. En ces temps difficiles, entre chefs d'orchestre, il s'agit plus de se serrer les coudes. Mais, en période de crise économique, les guerres sont aussi là pour faire passer les pilules sociales. Elles renforcent aussi les unités nationales et permettent la relance de l'économie. Alors! Où trouver des guerres à mener ?

Obama l'a annoncé clairement pendant sa campagne, si les Etats-Unis quittent militairement l'Irak, c'est pour mieux se concentrer en Afghanistan. Il ne s'agit quand même pas de laisser place nette aux intérêts russes! Depuis 1979, les américains y ont tout fait ; jusqu'a en organiser les formes religieuses pour contrer l'Armée Rouge, avec les conséquences mondiales que l'on connaît.

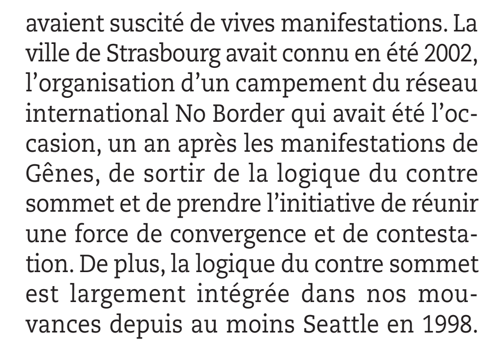
Nous avions écrit dans un article de Courant Alternatif (1) après l'assassinat de Benazir Bhutto au Pakistan, l'influence dans la campagne présidentielle américaine d'alors du vieux démocrate Brzezinski, qui passe pour être le stratège du bourbier afghan qui aurait précipité l'effondrement de l'URSS. D'après lui, les américains devraient renouer avec une politique de soutien aux mollahs iraniens, afghans et pakistanais. L'enjeux serait de faire exploser les Etats irakiens et pakistanais en plusieurs états, différents idéologiquement et culturellement afin de soutenir au coup par coup comme au cas par cas, leurs intérêts. L'arrivée des Clinton et de toute l'administration historique démocrate aux affaires étrangères permet de comprendre quel sens les USA entendent faire de leur retrait de l'Irak, ainsi que le traitement de la question du Pakistan pendant le sommet de l'Otan à Strasbourg. Obama s'est lui-même engagé à venir à Strasbourg pour soutenir ces nouvelles visées.

Pour la France de Sarkozy, les enjeux seront d'officialiser la construction de cette «Europe de la Défense», afin de renouer avec l'Allemagne de Merckel en vue d'un projet «commun». Mais, ce sera aussi l'occasion de faire le grand écart en soutenant la construction de l'Union Méditerranéenne dans ce grand concert militaire. Il s'agira de valoriser cette Union qui fâche l'Allemagne (qui s'en sent exclue), en y faisant valoir, par ce biais, un rapprochement avec Israël que l'Otan a toujours soutenu. Il s'agira également de faire passer le goulot notamment aux pays arabes de cette union méditerranéenne. Quelques semaines après les massacres sur Gaza, les docteurs Folamour ne manquent pas d'adrénaline !

Pour l'Allemagne, il s'agira par ce biais de réintégrer militairement ce grand concert. La question de l'intervention de l'armée allemande sur un sol étranger reste en Allemagne un sujet de débat virulant, plus de 60 ans après la fin de la seconde guerre mondiale. L'envoie en Afghanistan de la Bundeswehr avait provoqué de vives polémiques. En co-organisant avec la France ce sommet, l'Allemagne cherchera à jouer un rôle pour faire défendre ses intérêts économiques particuliers.

Le contre sommet à Strasbourg

Localement, déjà du côté allemand en 2002 et en 2006, la ville de Munich avait connu des conférences de l'Otan qui



avaient suscité de vives manifestations. La ville de Strasbourg avait connu en été 2002, l'organisation d'un campement du réseau international No Border qui avait été l'occasion, un an après les manifestations de Gênes, de sortir de la logique du contre sommet et de prendre l'initiative de réunir une force de convergence et de contestation. De plus, la logique du contre sommet est largement intégrée dans nos mouvances depuis au moins Seattle en 1998.

Une coordination anti-Otan s'est mise en place en automne. Nous avons publié le mois précédent dans nos colonnes l'appel de la coordination. Si au début, les «organisé-e-s» des chapelles libertaires avaient un peu de mal à s'ouvrir plus largement, les initiatives et les discussions prennent l'ampleur que l'occasion mérite. Des militant-e-s de l'OCL y participent pleinement. Il s'agit dans cette coordination de pouvoir répondre à l'attente de la mouvance dite «radicale» avec des points de vue révolutionnaires en lien avec les mouvements sociaux. Plus largement, la coordination militent dans le réseau Dissent (www.dissent.fr) qui s'active uniquement lorsqu'il y a des sommets et des contre sommets.

Les mélodies de la cérémonie des sommets et contre-sommets sont maintenant bien connues. A côté d'une coordination «radicale» se trouve un collectif «modéré». Pour cette occasion, le collectif anti-Otan regroupe les partis de gauche, les centrales syndicales et les affiliés (Attac, verts, NPA, PCF, FSU).

Les deux regroupements négocient actuellement en vue d'obtenir l'autorisation d'un tracé correct pour une manifestation le 4 avril et un terrain afin d'accueillir des campeurs courageux (on ne se sait jamais quel temps il peut faire en Alsace en Avril : on déjà vu les maillots mais le plus souvent c'est les moufles !) ! Mais, quand on veut ! On ne regarde pas le thermomètre !

De toute façon, d'autres initiatives seront prises en dehors des regroupements officiels. C'est cela aussi la mélodie des contre-sommets.

Aussi, nous verrons surgir toutes les structures nécessaires et habituelles : des groupes médicaux, une équipe légale, des mandatés de la presse, des inconnus et des connus, etc., etc.



Pourquoi encore faire des contre-sommets ?

En dehors des initiatives, ce sera l'occasion de faire des rencontres internationales (et même locales) intéressantes. La période politique et sociale que nous vivons ne manque pas d'intérêt pour cela. Les évènements en Grèce, en Italie, en



Islande, en Espagne, en France intéressent plein de monde. Ces initiatives permettent ainsi de se rencontrer et de tisser des liens qui servent toujours à celles et ceux, qui en colère contre ce monde, cherchent à le changer.

Pour nous localement, c'est l'occasion de faire un boulot militant qui a un objectif et qui regroupe des personnes qui n'avaient pas toujours l'habitude de militer ensemble.

Et puis, même s'il y a celles et ceux qui ont déjà vécu des moments comme celui-là depuis que la ritournelle a pris forme, il y a toujours des personnes qui ne les ont pas vécus et qui ont envie de se nourrir du meilleur qui puisse sortir. Les mouvements sociaux de ces dernières années ont souvent été composés par des franges de la jeunesse qui n'ont pas tous connu le contre-sommet de Prague (premier véritable contre-sommet européen après Seattle) en 2000, il y a 8 ans.

Pour les grincheuses et grincheux qui se lassent à juste titre des évènements programmés, on pourra quand même souligner que ces moments où l'on parle politique sont quand même plus intéressants que le quotidien que l'on subit et que l'on tente d'oublier.

Pourquoi faire toujours des contre-sommets ?

En même temps, nous devons aussi rester sérieux dans nos affaires. Ces rendez-vous sont des rendez-vous annoncés où le rôle des chats et des souris émeutières est bien connu et le casting est déjà distribué. Nous ne sommes plus dans la fin des années 90, où les effets de surprise avaient réussi à annuler les sommets, et où le véritable engouement de la participation massive de chacun-e était valorisé par la surenchère d'intelligence que les petits groupes arrivaient à mener. A Strasbourg, la forteresse sera au mieux encerclée. Il serait surprenant, vu le dispositif policier et militaire, qu'elle soit assiégée. Croire le contraire, c'est comme penser que le père noël est communiste et qu'il distribue les mêmes cadeaux pour tout le monde ! On peut croire que cet activisme servira à renforcer les rapports de force, mais il ne faudrait pas penser non plus que l'activisme soit une fin politique en soi. On le voit en ce moment, où les soubassements grondent et où la colère est palpable, ce ne sera pas de belles photos insurrectionnelles qui nous permettrons de commencer à faire basculer ce monde. C'est malheureusement plus compliqué que cela.

Et puis, arriverons-nous à sortir du discours politique de la répression et de l'anti-répression de ces moments-là ? En réprimant, l'Etat sait qu'il concentre le discours politique uniquement sur l'anti-répression. De notre côté, nous savons que l?factualité ne manque pas pour montrer en quoi les gestionnaires du capitalisme de gauche comme de droite sont prêts à tout pour maintenir l'équilibre.

Les enjeux de ce contre-sommet à Strasbourg

Avec l'officialisation de la crise économique, le modèle capitaliste comme voie unique s'est effondré. Les contre-sommets (notamment ceux du FMI, du G8 et de l'Union européenne) avaient été les lieux qui avaient exprimé un anticapitalisme assumé. Souvenons-nous des expressions cache-sexe qui étaient utilisées précédemment : néolibéralisme, loi de l'argent. Un des gains de ces mouvements a été d'avoir remis de la visibilité à la pieuvre. Il y aura donc bien à ce rendez-vous une légitimité renforcée qui lui donnera peut être l'occasion de réajuster le tir sur nos luttes à venir.

Notre actualité avec les insurrections en Grèce, en Islande, en Italie, en Espagne va se cristalliser dans l'atmosphère strasbourgeoise. On a jamais eu autant raison d'être en colère depuis bien longtemps. Qui sait ce que la patate chaude peut donner. On a vu les derniers mouvements sociaux déborder régulièrement les partis et les digues violentes qui enserrent la contestation. Si le fleuve de la contestation pouvait débuter en inondant les plaines du Bade-Wurtenberg et alsacienne, ce serait l'occasion d'un nouveau départ. Bref, du 1 au 4 avril, il y a Strasbourg un rendez-vous. Manqué ou pas, il restera un rendez-vous ! Où en seront-nous dans nos différents mouvements ? Il semble qu'heureusement quelques semaines avant, beaucoup de choses pourront encore se passer et feront que politiquement il soit plus intéressant d'agir « chez soi ». Ce qui fait que nous en tant que StrasbourgeoisEs, nous savons où nous serons : dans les rues bien connues de notre ville ou dans les alentours !

Des militantEs StrasbourgeoisES contre l'Otan

(1) *Courant Alternatif* n°176- janvier 2008- Le Pakistan, Bhutto et les Etats-Unis, p4

Brèves

La Tension monte contre l'Aéroport de Notre Dame des Landes

Le Maire de Nantes confirme sa volonté d'imposer, avec la complicité de la région et de l'Etat, un nouvel Aéroport international près de Nantes. Depuis 20 ans la population résiste (voir précédents CA), mais les premiers sondages géologique ont démarrer. Le 14 janvier, prévenu par un système de vigie sur le site, alors qu'une équipe de techniciens procédait à des carottages, une soixantaine d'opposants à l'aéroport est venue interrompre les travaux. Alors que l'équipe tentait de s'enfuir avec ses échantillons de terre sous bonne garde des gendarmes venus en renfort, les manifestants ont alors fait le forcing, fracturant les portes du camion et éparpillant les sacs de terre. Deux personnes ont été interpellées et placées en garde à vue. Elles seront jugées à St-Nazaire en avril pour cette action, et refus de prélèvement d'ADN.

OCL St-Nazaire

Succès remarquable d'une mobilisation anti-répressive à Indre (Loire-Atlantique)

Le samedi 31 janvier 2009, le collectif de soutien à Sami Benméziane a rassemblé plus de 1400 personnes pour un meeting suivi d'un concert, dans la banlieue ouest de Nantes à Indre, localité où Sami enseigne à l'école primaire. Enseignants et population locale lui ont montré un soutien massif en prévision du procès prévu le 23 février au tribunal de Nantes.
Ce professeur des écoles est inculpé pour "violence à agent de la force publique" (concrètement un flic a eu un pouce tordu dans la bousculade) en juin 2008 lors de l'évacuation manu militari de l'Inspection Académique de Nantes "occupée" par les enseignants, alors qu'une délégation y était reçue au même moment par l'inspecteur d'académie pour exprimer le refus des mesures Darcos pour l'école primaire. La dérive pénale de l'Etat est telle que Sami risque plusieurs milliers d'euros d'amende et un an de prison ferme, ce qui entraînerait notamment sa radiation professionnelle.
Le meeting a été l'occasion d'entendre la version des faits par l'intéressé, ainsi que les témoignages d'enseignants de la région marseillaise eux-aussi inculpés pour avoir résisté à leur hiérarchie ou pour avoir défendu avec RESF un parent d'élève sans papiers, avec des risques de condamnation comparables.
Il faut noter que cette soirée de soutien s'inscrit en pleine montée d'une désobéissance des enseignants du primaire de Loire Atlantique, contre l'application des mesures Darcos - notamment suppression des RASED et mise en place du soutien hors temps scolaire dit des "60 heures". A ce jour, 600 profs se déclarent "désobéissants" et plus de 800 dénoncent ces mesures par courrier à l'I.A., la dynamique fait boule de neige. Après la remarquable mobilisation du 29 janvier qui a vu à Nantes un cortège inédit défiler pendant plusieurs heures dans les rues, tout laisse à penser que le mouvement social monte en pression rapidement. Le démarrage des grèves dans 45 universités à partir du 2 février devrait probablement y contribuer.

OCL Nantes le 01/02/09.

Israël

Boycottons cet Etat théocratique, raciste et colonial



Dans CA, il y a eu beaucoup d'articles sur la Palestine et depuis sa création (en 1976) l'OCL a toujours exprimé et expliqué sa solidarité avec le peuple palestinien que ce soit à travers les nombreux témoignages de militants et de militantes « internationaux » se rendant dans les « territoires occupés » et plus dernièrement en organisant avec l'Union Juive Française pour la Paix une tournée en France de Gaï Davidi, juif israélien membre des « Anarchistes contre le mur » (CA n°184, novembre2008).

Nous ne reviendrons pas sur les justifications données par l'Etat d'Israël pour tenter d'expliquer son carnage à Gaza. Ce fut une opération militaire dans la pure tradition des massacres sociaux et coloniaux. Une de plus... et cela dure depuis 60 ans !

Les objectifs de cet Etat

Ce carnage à Gaza va déjà servir de laboratoire à toutes les armées du monde occidental. Pensez donc, une armée est capable aujourd'hui de tuer cent fois plus que ses propres pertes ! Grâce à la technologie qu'il a su s'approprier avec la collaboration de scientifiques américains et français, Israël n'a pas eu à vivre un quelconque revirement de son opinion publique va-t-en guerre qui traditionnellement pleure devant les cercueils de ses soldats et pleurniche la paix à ses bureaux. Cette technologie ne se limite pas aux bombes au phosphore. Il s'agit aussi de caméras couplées à la biométrie pour la reconnaissance faciale ; des avions sans pilotes, les « drones », utilisés pour la surveillance et l'assassinat d'opposants localisés ; des minuscules robots, les « frelons bioniques » capables de pister, détecter et tuer une cible dans des zones difficiles d'accès grâce à ses composants nano technologiques crées par (et entre autres) des chercheurs grenoblois ou toulousains (1)...

Ce carnage a aussi et naturellement pour fonction pour l'Etat de tenter de souder une énième fois sa population juive dans son idéal sioniste pour lui faire oublier ses disparités sociales, sa misère culturelle galopante. Cet idéal passe par son armée dont sont issus tous ses leaders politiques. En Israël, c'est l'armée qui a un Etat et non l'inverse. Mais ce militarisme peut à terme être remis en cause par une fraction de plus en plus importante de la population qui a bien d'autres préoccupations et qui se réfugie actuellement dans les trafics et la corruption. A noter que cette corruption touche toutes les classes sociales de la société israélienne qui a de plus en plus de mal à transmettre ses valeurs sionistes à sa jeunesse !

Ce carnage cache mal l'aspect colonisateur de l'Etat d'Israël qui passe aussi par le contrôle des réserves gazières le long de la côte de Gaza découvertes en 2000 dont 60% appartiennent (encore) à la Palestine. Ces réserves sont estimées à plus de 39 milliards de m3 . Après le contrôle et le détournement de l'eau en Cisjordanie, les colonies de peuplement, ... Israël cherche depuis plus d'un an déjà à court-circuiter à la fois le gouvernement du Hamas et l'Autorité palestinienne en essayant de traiter directement avec Bristish Gas (BP Group) qui a acquis des droits d'exploitation gazière et pétrolière dans la région. Va-t-on assister à la confiscation pure et simple des gisements gaziers palestiniens et la déclaration unilatérale de la souveraineté israélienne sur les zones maritimes de la bande de Gaza ?

Ce carnage a aussi pour conséquence inéluctable de renforcer le Hamas. Rappelons, encore une fois, que l'émergence du Hamas, en 1987-1988, a été largement favorisée par Israël pour diviser le peuple palestinien et créer une force destinée à diminuer l'influence de l'OLP. Ces derniers mois les dirigeants israéliens ont choisi de mettre hors jeu l'autorité palestinienne à Gaza et de faire cadeau au Hamas cette prison qu'ils contrôlent. C'est tout bénef pour cet Etat théocratique d'avoir comme résistance une théocratie en formation qui plus est musulmane. Israël peut ainsi justifier aux yeux de l'occident son racisme arabe bien réel et légal.

Quels espoirs ?

Il me semble nécessaire de dénoncer cet Etat et faire connaître son fonctionnement, ses institutions, le bilan social de sa population. 1,6 millions d'israéliens (soit un quart de sa population) vivent sous le seuil de pauvreté dont 730 000 enfants ce qui représente 1 enfant sur 3. Ces dernières années les allocations familiales ont connu une érosion de 45% tandis que le revenu minimum assuré par l'Etat a baissé de 25%. Les allocations chômage ont baissé de 47% et ce ne sont pas les placements des ONG israéliennes chez Madoff qui vont permettre au caritatif de panser les plaies. Ces pauvres se rencontrent majoritairement chez les Arabes mais la pauvreté touche aussi des juifs orthodoxes, les Ethiopiens et 80 000 personnes très âgées rescapées de la Shoah qui mangent à la soupe populaire. Cette pauvreté qui était jadis concentrée dans les ghettos des communes arabes se rencontre aujourd'hui dans toutes les villes. La soi-disant «seule démocratie du Moyen Orient» a ses citoyens de seconde zone, tout particulièrement les Arabes israéliens. Ah ! Ils peuvent élire leurs 12 députés à la Knesset mais au niveau de la loi ils n'ont pas du tout les mêmes droits ; leurs droits civiques sont limités et à cela s'ajoutent des discriminations quotidiennes économiques et sociales qui touchent aussi la population noire (juifs d'Ethiopie) et des juifs orthodoxes. Des dizaines de milliers de palestiniens de nationalité israélienne vivent encore, soixante ans après, dans des communes « non reconnues », c'est-à-dire sans budget. Ils sont ainsi dépourvus de services sociaux, sanitaires et éducatifs.

Il y a donc une nécessité de boycotter ici à tous les niveaux (économique, culturel, collaboration scientifique, universitaire...) l'Etat d'Israël si on veut qu'un jour toutes les populations de Palestine vivent ensemble sans discrimination ni rapport hiérarchique lié à une quelconque appartenance ethnique, religieuse ou autre. Cet espoir ne peut passer que par l'union des classes exploitées israélienne et palestinienne contre leurs propres bourgeoisies.

Facile à dire mais soyons sûrs que les intégrismes ne reculeront que si les mouvements sociaux de base intercommunautaires (palestiniens et juifs non sionistes) se développent. Nous devons donc aussi leur apporter toute notre solidarité et nous battre ici, avec nos moyens, contre cet Etat raciste, militariste, théocratique et colonial.(2).

Denis/OCL Reims

(1)Cf. «Pièces et Main d'œuvre» texte du 16 janvier 2009 disponible sur leur site : www.piecesetmain-doeuvre.com.

(2)Le code barre de la plupart des produits israéliens commence par 729. Mais si nous voulons boycotter toutes les multinationales qui soutiennent cet Etat ... il faut vivre en complète autarcie... Par contre des initiatives de luttes collectives sont possibles, c'est ainsi que, par exemple, 10 universités britanniques ont été occupées (y compris Oxford) début janvier, en solidarité avec le peuple palestinien et pour demander l'arrêt de collaborations universitaires avec Israël.

Israël
Un message des Anarchistes contre le mur

Depuis quelques jours maintenant, un soi disant cessez le feu a été proclamé, pourtant des hommes, des femmes et des enfants meurent toujours. Beaucoup de gens pensent que la guerre (si l'on peut parler d'une guerre) est terminée mais cela est loin d'être le cas. L'armée israélienne se retire, lentement, mais l'oppression des Palestiniens est loin d'être finie pour autant.

Depuis ces huit dernières années, depuis le désengagement de Sharon en fait, le discours dominant dans la société israélienne, c'est qu'Israël s'est retiré de Gaza. En conséquence la plupart des israéliens ne comprennent pas les motivations des tirs de roquettes contre les colonies. La seule explication qu'on leur donne - et qu'ils sont prêts à accepter- c'est que les palestiniens sont des terroristes et qu'ils souhaitent la disparition de l'état d'Israël. Mais ils omettent évidemment de prendre en compte le fait que Gaza a subi un blocus très dur qui concernait tout ce qui entrait/sortait de Gaza - électricité, essence, nourriture, médicaments- et bien sur les déplacements des populations avec la fermeture des check-points.

Le déclenchement de la guerre ne nous a pas surpris. Le moment choisi est judicieux. La vacance du pouvoir présidentiel US permettait à Israël d'avoir les mains complètement libres. Il y a également les élections législatives en Israël. Avant ces élections le trio Barack/Olmert/Livni, a voulu démontrer qu'il pouvait être fort contre le « terrorisme ».

Je ne peux personnellement pas comprendre que 70% de la population puissent admettre ce qui arrive a Gaza. Je ne peux pas comprendre comment un peuple peut soutenir un gouvernement, une armée qui commet des crimes contre l'humanité. Les premières semaines de l'opération Cast Shield Israël n'a usé que de bombardements aériens, l'aviation israélienne a bombardé une des régions les plus densément peuplés du monde ils savaient qu'ils tueraient obligatoirement des femmes, des enfants, des civils. Ce qui c'est passé a Gaza ce n'est pas une guerre c'est clairement un massacre d'un peuple par son occupant. Plus de 1200 palestiniens ont été tués (dont la moitié de femmes et d'enfants) contre moins de quinze israéliens. Pour justifier ces horreurs on a souvent mis en avant que le Hamas voulait la disparition de l'état d'Israël. La simple différence entre Hamas et le gouvernement israélien c'est que ce dernier élimine concrètement les palestiniens de la carte. (1)

Le mouvement anti-guerre, a été malheureusement très faible et un petit nombre de personnes y ont pris part. Bien qu'il y ait eu des manifestations et des rassemblements tous les jours dans de nombreuses villes israéliennes et des villages palestiniens, notre voix a été faiblement entendue. En outre la police a arrêté des dizaines de militants afin d'empêcher notre expression.

Notre colère et notre frustration est profonde car a part manifester dans les rues et hurler notre rage il n'y a pas grand chose que nous puissions faire pour stopper vraiment ce massacre. Mais la lutte continue, même après le cessez-le-feu, et nous n'oublierons pas ce qui s'est passé.

Pour pouvoir mettre fin a cette occupation, il nous faudra créer un vrai rapport de force avec pourquoi pas un boycott économique et culturel d'Israël. Le monde ne peut pas rester silencieux face à ces crimes.

Pour Anarchist Against The Wall, Sarah

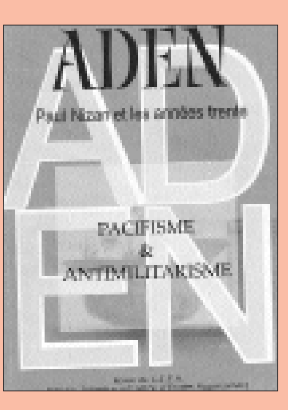
Pour aider et connaître les actions des AATW, consulter le site de nos camarades : http://www.awalls.org (1) Un rappel pour répondre a ceux qui accusent les groupes armés palestiniens d'utiliser les populations civiles comme boucliers humains. Le QG militaire israélien est au coeur de la ville de Tel Aviv entouré par des habitations. Pendant la première guerre du golfe des missiles irakiens (les fameux Scuds) furent tirées sur ces bâtiments mais touchèrent des populations civiles.

ADEN, n° 7, octobre 2008
Revue du GIEN (revue du groupe interdisciplinaires d'études nizaniennes)

Pacifisme et antimilitarisme

400 pages, 25 euros

Après avoir eu raison de s'opposer à



l'union sacrée en 1914 (voir numéro spécial de Courant Alternatif, 14-18 Le creuset des totalitarismes), ceux qui, en 1939 sont restés sur la même ligne, ont-il eu tort ? C'est ce qui se dit souvent, sous le prétexte qu'en 39 il y avait le fascisme et le nazisme et que, par conséquent, l'entrée en guerre aurait été aussi un moyen de les combattre, alors qu'en 1914 aucun fossé idéologique ne séparait les adversaires. Pointés du doigt, les «pacifistes intégraux» à qui l'on reproche, pour n'avoir pas su comprendre que les deux périodes n'étaient pas identiques, d'avoir parfois flirté avec la «collaboration». Il y en eu, c'est vrai, mais il ne faut pas oublier de dire que parmi les «donneurs de leçon» quelques-uns oublièrent le caractère «impérialiste» de la guerre qui demeurait, comme en 14, le moteur fondamental du conflit. Il y eu, parmi les pacifistes, un Lecoin avec son Manifeste «paix immédiate», mais aussi d'autres qui, contre le fascisme et contre la démocratie, se proclamaient «révolutionnaires», «défaitistes» et «internationalistes», comme une partie de la rédaction de la Révolution prolétarienne.

Ces questions paraissent lointaines, mais d'un premier abord seulement, car elles touchent de près tous les choix politiques actuels, au centre desquels on trouve un serpent de mer : la démocratie, quelle démocratie ?, sommes-nous condamnés en dernière instance à la défendre ? et dans ce cas autant entrer au PS tout de suite (ce que font finalement beaucoup de trotskistes).

Si cela vous interroge, allez donc vous promener dans cette livraison d'Aden et vous y côtoierez Victor Margueritte et Victor Serge, Monatte et Rosmer, Wladimir Pozner et Lecoin, la Paix, la Guerre, les défaites et les espoirs du mouvement ouvrier. Et puis, en prime, vous aurez droit à une vigoureuse charge d'Anne Mathieu qui règle son compte à un dénommé BHL à propos des Chiens de garde de Nizan.

Le prochain numéro de la revue prévu pour octobre 2009 fait saliver : «Anticolonialistes dans les années trente et leur héritage».

Commandes : Aden c/o Anne Mathieu, 11 rue des Trois Rois, 44000 Nantes.

Abonnement trois numéros : 69 euros

Réfraction n ° 21, automne 2008

Territoires multiples, identités nomades

1 2



euros

Etant particulièrement sensibles au rôle central – et souvent positif – du sentiment d'appartenance dans le déclenchement et le développement des luttes sociales (et que nous l'a-t-on souvent reproché à propos des luttes de libération nationales !), cette livraison de Réfraction nous concerne et nous interroge.

Annick Stevens pose la question d'entrée : «exigence réactionnaire ou condition d'autonomie ?». Il y a différentes manières de s'attacher à un territoire, écrit-elle. Nous ne pouvons que souscrire à cette affirmation concernant les luttes et les mouvements : le social y est-il présent face au national ? L'acquis l'emporte-t-il sur l'inné ?

La revue poursuit de variation en variations (nomades !) avec plus ou moins de bonheur (le nôtre, c'est quand on est d'accord ! D'autres, heureusement le trouveront ailleurs !).

En négatif d'abord Pierre Jouventin qui constate (et s'en réjouit) que l'anarchisme individualiste est celui «qui a le moins suivi les effets de l'âge» : Bien vu Pierrot ! A l'heure où un peu partout dans le monde les exploités montrent plus que des signes d'énervement, faut pas mettre le nez souvent dehors pour enterrer la lutte des classes. Comme Claire Auzias qui estime que les anarchistes se désintéressent des Roms... Il suffirait pourtant d'aller voir dans les comités de soutien.

En positif Jean-Pierre Garnier sur le «territoire Palestinien» qui, en deux articles (avec celui paru dans le Monde diplo de janvier), nous recadre un peu vers des chemins qui sentent encore bon le parfum de Révolution qui déplaît tant à nos libertaires-libéraux-néo-anarchistes-individualistes à la mode. Egalement d'un grand intérêt et d'une lecture facile (ce qui, pour Réfraction, n'est pas une mince affaire) l'article d'Hélène Claudot-Hawad sur les Touaregs. Egalement celui d'Irène Pereira qui nous plonge au cœur de l'activité militante (ce qui n'est pas non plus, pour cette revue, une mince affaire) «Le territoire au travers des luttes de l'immigration».

Abonnement : 2 numéros, 23 euros, 4 numéros : 45 euros.

Les amis de Réfraction, c/o Publico, 45 rue Amelot, 75011 Paris.